

■ ACTION ■ COMMUNISTE

~ publication en Belgique du Groupe Communiste Internationaliste ~

DICTATURE DU PROLETARIAT POUR L'ABOLITION DU TRAVAIL SALARIE !

PIQUETS D'OUVRIERS DE "FORJAS Y ACEROS" (REINOSA)

BLOQUANT DES VOIES DE COMMUNICATIONS



ESPAGNE, LIMBOURG, BEYROUTH, ...

DES BRECHES DANS LA PAIX SOCIALE

N° 13
JUIN 1987

correspondance: B. P. 54
Bruxelles 31
1060 Bruxelles

20 FB
3 FF
2 FS

SOMMAIRE

- | | |
|--|------|
| - En guise d'éditorial : | p 3 |
| ELEMENTS D'ANALYSE DES LUTTES AUJOURD'HUI | |
| - Espagne : QUAND LE PROLETARIAT SE REBIFFE ! | p 13 |
| - Le messenger de la Libre Entreprise (Herald of Free Enterprise) s'est enfoncé dans les eaux glacées des calculs de rentabilité | p 17 |
| - MINEURS DU LIMBOURG : moins d'un an après ... Rebelote ! | p 19 |
| - NOUS SOULIGONS ... Nous Soulignons ... Nous soulignons | p 24 |
| - Le Pape en tournée ou la visite d'une star de la paix sociale | p 25 |
| - CHOMAGE : La bourgeoisie essaie de nous habi-tuer à la misère | p 29 |
| - ELECTIONS SOCIALES ... RIEN A VOIR AVEC LA LUTTE DE CLASSE !!! | p 34 |
| - LIBAN : Syrie, Israël, FINUL, Gouvernement Gemayel, OLP, Sunnites, Chiites, ... | |
| TOUS UNIS DANS LA GUERRE CONTRE LE PROLETARIAT | p 38 |

COMUNISMO

organo central en castellano del grupo comunista internacionalista

**Dictadura del proletariado para la
Abolición del trabajo asalariado**

AVERTISSEMENT

Nous tenons à remercier Monsieur M. Milants qui, en tant qu'"éditeur responsable", nous permet de publier et de diffuser régulièrement et légalement notre presse. Nous tenons cependant à préciser que cette personne n'est pas politiquement responsable du contenu des articles et positions défendues dans notre presse. D'autre part, si nos articles ne sont pas signés individuellement, cela signifie --contrairement au vedettariat bourgeois-- que leur responsabilité et leur production est le résultat d'un travail collectif ou, mieux dit, l'expression d'une classe qui vit, qui lutte pour détruire sa propre condition de salariée et par là, toute classe, toute exploitation.

- La rédaction -

ADRESSES CENTRALES

B.P. 54
1060 BRUXELLES 31
BELGIQUE

G.C.I. c/o L'HERBE ROUGE
1 bis RUE D'ALEZIA
75014 PARIS - FRANCE

APARTADO DE CORREOS 61.058
MADRID - CHAMARTIN
ESPAGNE

LE
COMMUNISTE
- organe central en français du Groupe Communiste Internationaliste -
DICTATURE DU PROLETARIAT POUR
L'ABOLITION DU TRAVAIL SALARIE !

EN GUISE D'EDITORIAL :

ELEMENTS D'ANALYSE

DES LUTTES AUJOURD'HUI

Ce qui domine encore aujourd'hui de manière générale, c'est la paix sociale, la paix de l'Etat qui impose son austérité, sa guerre de classe contre le prolétariat, la paix des usines d'où on se fait licencier si on ose regarder l'heure en fin de journée, la paix des files de pointage d'où on s'en retourne avec chaque fois moins, la paix des tranchées Iran/Irak où s'accumulent les cadavres, la paix des camps palestiniens (!!!), la paix des habitations ouvrières qui s'effondrent sur leurs occupants, la paix des naissances d'enfants mongotchernobyliens, la paix des champs de boue provoqués par le déboisement systématique ... bref, la paix des tombes.

Comme nous l'avons déjà dit, la paix n'est qu'un moment de la guerre que mène perpétuellement la bourgeoisie contre le prolétariat. Quand celle-ci domine la situation, que tout est dans l'ordre c'est-à-dire les bourgeois à la tête de l'Etat et les prolétaires au travail, dans les camps, les bagnes ou les tranchées, alors elle se permet de parler de paix, de glorifier l'état de chose existant parce que sa terreur a pour un temps tué les antagonismes de classes, parce que sa domination de classe a pour un temps la paix. Mais cette paix est toujours le fruit d'une dure lutte (de la bourgeoisie) contre la menace permanente de la réémergence de mouvements sociaux qui verront le prolétariat s'imposer comme seule force qui ne soit pas une alternative à la gestion de la misère capitaliste, mais dont le projet social est la destruction de ce système de mort, et cela, que les prolétaires aujourd'hui séparés et soumis en aient conscience ou non.

Ce qui nous intéresse, ce n'est pas ce que tel ou tel ouvrier peut aujourd'hui penser et dire de sa situation mais c'est que sa condition sociale, sa condition de prolétaire fait que dans ce monde il n'a rien à perdre parce qu'il n'y a jamais rien gagné. La seule chose qui le lie à ce monde, ce sont des chaînes : l'obligation de vendre sa force de travail jour après jour contre un salaire, faute de quoi il crève. Et si aujourd'hui la paix sociale règne, c'est la force de la bourgeoisie à faire croire que cette société peut nous réserver un avenir meilleur, que nos intérêts sont liés au sauvetage de l'économie et donc aux sacrifices. Mais leur fameuse économie n'a jamais vécu que sur base de notre exploitation. Et maintenant qu'elle va plus mal que jamais, elle nous demande plus que jamais d'accepter de nous sacrifier sur l'autel du profit, son profit qui exclut tout avenir meilleur et qui nous conduit à une toujours plus grande pauvreté. C'est cette situation qui fait que, même si aujourd'hui les expressions de lutte sont assez réduites, les prolétaires ne peuvent se déchaîner qu'au travers de la lutte. Le seul avenir c'est la lutte. Et ce n'est pas une question de choix. C'est une question de vie ou de mort.

Mais, dans ce climat de paix sociale ont pourtant surgi des mouvements dont nous allons ici souligner les limites parce que s'ils ont ouvert de petites brèches dans ce lourd climat de paix sociale, ils sont restés très faibles.

Si de tous côtés on peut entendre un ras-le-bol de toutes les magouilles politicardes, si apparaît de plus en plus clairement le fait que gauche et droite c'est la même chose et que finalement dans les guerres il n'y a pas un camp qui rachète l'autre, cette désapprobation de ce que la bourgeoisie nous propose comme mode de vie, reste fort passive.

Notamment parce que l'insécurité croissante, la précarité de toute situation, le fait qu'on sait de moins en moins de quoi demain sera fait, produit, un peu à l'image de celui qui boit pour oublier, la tendance à profiter un maximum d'aujourd'hui sans plus penser au lendemain, ce qui est un point de vue on ne peut plus immédiatiste qui exclut les perspectives de lutte et renforce le chacun pour soi. On voit ainsi en quoi l'adieu à une série d'illusions avec lesquelles la bourgeoisie nous faisait marcher, ne se traduit pas directement en une force de lutte d'autant plus radicale. Au contraire, le surcroît d'individualisme que cette situation produit est une entrave directe à la lutte.

Et ce qui caractérise aujourd'hui les luttes, c'est une énorme difficulté à renouer avec les traditions de lutte, à organiser une grève qui ne soit pas la seule affaire des grévistes, à organiser une réelle solidarité de classe et surtout à faire de toutes ces désillusions une réelle force de classe. Cela se traduit notamment par le soi-disant "apolitisme" qui marque avant tout la difficulté de rompre avec tous les artifices de la contre-révolution autrement qu'en s'en cachant la vue.

Pour illustrer cela, nous allons ici au travers de trois exemples de lutte : les mouvements de grève chez les lycéens et les cheminots en France et les mineurs du Limbourg (pas tellement parce que celles-ci auraient été les plus importantes ces derniers mois mais, parce que le fait que nous les avons vécues de plus près nous permet d'avoir plus d'éléments pour expliquer ce qui s'y joue) tenter de dégager en termes de rapport de forces entre bourgeoisie et prolétariat, les lignes forces qui sont celles qui se dégagent de manière générale de tous les conflits qui se déroulent aujourd'hui.

Ce qu'on peut voir, c'est que, malgré cette difficulté à renouer avec la lutte (sur base d'un certain dégoût de la politique) la rogne contre les conditions de vie de plus en plus misérables existe. Elle s'exprime par un ras-le-bol général qui couve et qui, sous l'effet de quelque étincelle, explose en mouvements dont les caractères spontanés et volontairement "apolitiques" font que s'ils surgissent en dehors des structures traditionnelles d'encadrement bourgeois --partis et syndicats de tous bords-- les structures dont ils se dotent --coordinations nationales et autres comités de grève-- ne sont souvent qu'une alternative de gauche, reproduction plus radicale des organes de la contre-révolution qu'ils viennent de délaisser.

Et si la première impression qui ressort de ce ras-le-bol général c'est une potentialité de lutte énorme, la question qui suit immédiatement c'est : pourquoi de telles manifestations de lutte retombent-elles aussi brutalement dans les bras de la contre-révolution ?

L'exemple le plus frappant a été le mouvement dit lycéen (1) qui, démarrant en France, a presque fait le tour de la planète en passant par la Chine, l'URSS, la Corée du Sud, l'Algérie, l'Espagne, l'Italie, la Grèce, l'Allemagne, le Liban etc. Ce ras-le-bol général qui déferlait dans les rues faisait l'effet d'une peti-

te tornade, bouffée d'air dans l'horizon bouché d'une période essentiellement marquée par l'absence de lutte et l'arrogance de la bourgeoisie à asseoir d'autant plus terroristement sa démocratie dictature de classe --petite brèche dans laquelle se sont aussitôt engouffrés les cheminots en France, les émeutiers d'Alma-Ata (URSS) etc.

(1) Pour une analyse plus détaillée de ce mouvement, nous vous renvoyons à l'article intitulé "Etudiants ou prolétaires ?" paru dans Parti De Classe n°7.

En effet, dans la foulée de cette effervescence sociale retrouvée, la grève des cheminots a aussi frappé par son démarrage subi. Il y avait bien des ren-

contres gouvernement/syndicats qui étaient planifiées, tout cela allait être démocratiquement soumis à la "base" mais, de tous les rouages de la concertation sociale --qui n'a jamais servi qu'à négocier le prix de notre peau au plus grand profit du capital-- les cheminots n'en avaient plus rien à foutre. A la veille des vacances et loin de chez eux, ce qu'ils exprimaient surtout, c'est qu'ils en avaient marre de travailler. La grève a donc démarré "sauvagement" càd en dehors et contre toutes les consignes syndicales qui renvoyaient évidemment tous les ouvriers aux pourparlers prochains.

Ce que nous voulons souligner ici de ces deux mouvements qui se sont succédé en France, c'est qu'il apparaissait clairement que la détermination de départ était un trop plein de ce qu'il faut encaisser quotidiennement, le boulot, la course, les brimades, la fatigue, la répression, les fins de mois difficiles, les privations, la menace permanente de licenciement ou d'exclusion ... autant de tensions accumulées jour après jour. Et le j'en ai marre qu'on peut alors lire sur toutes les lèvres n'est que l'expression d'un rejet instinctif de toute cette vie d'esclave, de toute cette société qui n'est qu'esclavage --rejet qui ne peut s'exprimer que dans et par la lutte.

Pourquoi insister là-dessus, certains diront que c'est une banalité. Pourquoi mettre en avant l'essence de ces mouvements. Parce que tout ce qui est dit de ces mouvements tend à cacher cette réalité. La bourgeoisie ne peut évidemment tolérer cette lutte qui contient en elle la destruction de sa domination de classe, de sa société. Et quand elle ne peut empêcher que celle-ci surgisse (malgré tous les moyens, et pas des moindres, qu'elle met en oeuvre pour dissuader les prolétaires de lutter) elle fait en sorte que cette lutte, d'une lutte révolutionnaire --contre tout-- se transforme en lutte dont les limites ne débordent pas le cadre d'une critique ponctuelle de tel ou tel aspect, tel excès, tel abus telle défaillance de la gestion du système ... Et surtout, qu'on ne touche pas au système lui-même ! C'est pour cela que dès qu'une lutte démarre, l'angoisse de tous les journalistes, syndicalistes, etc est de pouvoir définir Les Revendications et ce qu'ils font au travers de ça c'est pousser les prolétaires en lutte à avoir une attitude "responsable", "réaliste" :

"C'est bien de critiquer mais il faut tenir compte des difficultés économiques de la région ... on ne lutte pas n'importe comment et ... il faut proposer autre chose !" L'Etat pousse à réfléchir et agir dans le sens d'une réforme et donc du renforcement du système. Et au nom du réalisme et du sens des responsabilités, à faire que les revendications les plus radicales en arrivent à ne plus être que des projets de sauvegarde de l'entreprise (!) qui, inévitablement implique une baisse générale des salaires : des licenciements et un surcroît de travail pour ceux qui restent et, vu l'augmentation du chômage, de nouvelles mesures pour diminuer les allocations quand il ne s'agit pas de les supprimer !

Nous insistons donc sur le fait que si des mesures particulières (ce ne sont pas les exemples qui manquent !) cristallisent tout à coup la rogne des prolétaires et apparaissent comme le point de départ des luttes, elles ne sont jamais que le prétexte sur lequel se déclenche la lutte dont l'essence est la lutte contre toute l'exploitation que chacune de ces mesures ne vient que renforcer; elles ne sont jamais que la goutte d'eau qui fait déborder le vase et il est important de voir que la lutte ne se mène pas contre cette seule goutte d'eau mais contre ce qui emplit tout le vase. Ainsi, on a déjà vu des mesures d'austérité énormes passer sans aucune réaction de la classe ouvrière et d'autre part, des luttes très dures se déclencher pour rien de précis sinon le fait qu'à un certain stade, tout devient insupportable. Nous insistons là-dessus justement parce que dans ces cas-là tous ceux qui cherchent à focaliser la lutte sur telle ou telle revendication sont ceux qui veulent nier que la lutte prolétarienne est lutte contre la totalité du système; ceux qui veulent canaliser le ras-le-bol général en un mouvement tellement partiel qu'il n'offre plus aucune possibilité d'extension; ceux qui veulent nous amener à renoncer à la lutte une fois la nouvelle mesure ou loi reportée ou un peu modifiée; ceux qui veulent isoler, séparer les luttes les unes des autres, leur donner des objectifs différents alors que celles-ci, bien que parties sur des prétextes différents, à des moments différents, dans des pays différents et se développant à des niveaux différents, sont fondamentalement expressions d'une seule et même lutte contre le seul et même système d'exploitation de notre force de travail qui rè-

gne sur la planète entière : l'esclavage salarié.

Dans les mouvements de grèves en France, cela s'est concrétisé par le fait que les premiers jours, les cheminots exprimaient que ce n'était pas tant à l'idée de ce que la bourgeoisie leur préparait comme plat de résistance pour Noël -le salaire au mérite notamment !- mais bien plutôt sur base de ce qu'ils vivaient quotidiennement -- l'isolement, le travail de nuit, les longues absences de leur foyer-- qu'ils étaient partis en grève. Déjà à la fin du mouvement de grève dans les écoles, les syndicats sont venus trouver le gouvernement pour dire que la fièvre des "jeunes" risquait de contaminer les moins jeunes et si le gouvernement a pu stopper ce mouvement à temps, l'exemple de la lutte avait déjà fait ses adeptes. Et c'est plus sur base de cet exemple de lutte, de ce nouveau souffle de combativité que les cheminots et ouvriers de l'EDF, ... sont partis en grève. Ce n'est qu'après que la presse, syndicats et gouvernement se sont mis à épilucher les projets de loi en cours, donnant aux grévistes de bonnes raisons de lutter et aussi -et surtout- d'arrêter de lutter sur base de quelques promesses de revoir tout ça.

De même pour le mouvement dit lycéen. L'importance du mouvement était d'abord son caractère international mais la mise en avant de revendications particulières a aussitôt placé la lutte sur un terrain où ne se posait même pas la question d'unifier et centraliser la lutte. Au contraire, ces revendications mettaient en avant la division : dans "nos chers pays" occidentaux, on ne parlait plus que de la loi Machin, de la réforme X et, dans les pays de l'Est, des droits et libertés démocratiques. Ainsi, donner à chacun des mouvements une identité nationale et un but correspondant aux intérêts de la société servait à cacher et à tuer le fait qu'il y avait là lutte de classe internationale pour la destruction de celle-ci.

Mais nous insistons sur le fait que même si la lutte a effectivement été canalisée sur le retrait de telle loi ou l'obtention de tel droit, il serait faux d'identifier tous ces mouvements à ces revendications. Ce serait identifier le mouvement à ce qu'on en dit et, dans la mesure où dans ces mouvements, les ruptures de classe s'expriment encore très

faiblement, ce "on" c'est l'opinion publique, c'est la presse bourgeoise, en un mot, c'est la contre-révolution. Ce serait identifier le mouvement à ce qui est mis en avant pour le canaliser c'est-à-dire à ses faiblesses, à ses limites. Et cela amène à dire que tout y est pourri, à nier dans ces mouvements toute manifestation de lutte de notre classe et à les réduire à une pure manifestation de la contre-révolution. Or, au-delà des drapeaux de ces mouvements qui, du fait du manque d'organisation autonome du prolétariat sont encore le plus souvent portés par la contre-révolution, il nous semble important de chaque fois pouvoir discerner, dans ces mouvements, ce qui y est des manifestations des intérêts prolétariens des manifestations des intérêts bourgeois. Tout ramener à l'un des deux pôles, c'est croire qu'il puisse y avoir des mouvements purs et durs et donc avoir une vision idéaliste de la lutte et c'est surtout se rendre incapable de soutenir et développer là où il y a effectivement rupture de classe même si celle-ci reste entachée d'énormes faiblesses.

Il nous semble important d'analyser tous les mouvements en termes de rapport de force entre les deux pôles -révolution et contre-révolution, entre les deux classes: prolétariat et bourgeoisie, et de bien voir que tout mouvement est moment d'affrontement entre les deux. Identifier tout mouvement à ses revendications, drapeaux ... au poids de l'idéologie dominante, outre le fait que c'est nier un des termes de la contradiction) conduit à juger les choses selon leur apparence et à ne plus pouvoir distinguer de lutte ouvrière que quand il s'agit d'ouvriers juste à la sortie de l'usine ou casqués et en bleu de travail pour qu'on les reconnaisse bien, parce que si on devait juste les écouter ... là aussi on abandonnerait l'idée qu'il y a lutte. Ce qui revient à tomber dans l'ouvriérisme le plus plat et à chaque fois que les luttes prennent d'autres allures que la paralysie du mode de production immédiat -les usines ou les transports- à voir là des mouvements où se joueraient d'autres antagonismes que ceux entre bourgeoisie et prolétariat. Et c'est pourquoi nous affirmons haut et clair : "Le grand battage médiatique autour du dit mouvement étudiant ne peut nous faire oublier cette chose essentielle qu'il n'existe pas de mouvement étudiant ... En voulant nous faire croire à cela, la bourgeoisie cherche à cacher que du maelstrom du mou-

vement social appelé étudiant, puisse émerger une force ouvrière ... La récente mobilisation lycéenne en Espagne prouve encore la réalité d'une tendance prolétarienne, et surtout le fait que le même type de mobilisation a eu lieu un peu partout dans le monde. Pourtant, n'existent pas partout des Devaquet-Monory. Ce qui existe partout c'est la contrainte qui est faite à la bourgeoisie d'augmenter notre misère pour reculer les échéances de l'effondrement total de son système ..." (1) Concernant les mouvements en Chine, là, la bourgeoisie joue avec la fausse polarisation Est-Ouest pour présenter toute lutte comme étant une lutte pour les droits et libertés démocratiques. Et même si effectivement elle arrive à

faire croire aux prolétaires eux-mêmes que c'est pour cela qu'ils luttent, il n'en reste pas moins vrai que ce qui les pousse à lutter c'est la misère de leur vie engendrée par la dictature du capital qui, là-bas comme ici, impose son mode de vie : la démocratie. C'est pourquoi, même avec des revendications aussi pourries que celles que la bourgeoisie veut bien laisser apparaître du mouvement, nous ne pouvons y voir qu'un moment de l'affrontement général entre bourgeoisie et prolétariat. Le problème, c'est que, vu le peu d'informations qui nous vient de là-bas, il nous est plus difficile de discerner dans ces mouvements l'importance des manifestations de lutte de notre classe de celles de la contre-révolution.

Il s'agit maintenant de voir quels sont les écueils qui ont fait que ces mouvements ne sont pas allés bien loin dans la reprise de la lutte.

Dans ces deux premiers exemples de lutte, l'aspect enthousiasmant était cette spontanéité de lutte un peu oubliée au fil des années de paix sociale, mais toute cette potentialité est restée à l'état latent sans jamais donner naissance à une réelle force de classe. Que ce soit dans les mouvements "lycéens", la grève des cheminots en France, les grèves des mineurs au Limbourg ... toutes les expressions organisées de ces mouvements sont directement tombées aux mains de la contre-révolution.

Aussitôt confronté aux affrontements avec l'Etat, le mouvement "lycéen" s'est sagement rangé aux exhortations pacifiques de papa Mitterrand qui, habilement relayé par la coordination nationale étudiante, a ramené "ses" jeunes dans le droit chemin du dévouement à la sainte mère patrie en leur faisant scander en chœur avec l'Etat : "plus jamais ça ... entre français" !!! Dans ce mouvement, la coordination nationale s'est clairement affirmée comme l'élite des étudiants futurs gestionnaires de l'Etat qui, ayant déjà leur place assurée dans cette société, sont évidemment loin de s'y opposer.

Chez les cheminots, alors qu'au départ l'organisation de comités de grève en dehors des syndicats et regroupant syndiqués et non-syndiqués était un point fort de la lutte, dans les coordinations nationales, et celle des roulants

et celle intercatégoriques, ce qui prédominait c'était le corporatisme. Les assemblées étaient fermées à tous ceux qui n'étaient pas du métier et il était presque impossible de prendre contact avec les grévistes autrement que par leur "détaché à la presse". Le fait de se regrouper sur base de l'appartenance à telle ou telle catégorie ou secteur entraîne inévitablement l'attachement à la défense des droits particuliers de ces différentes catégories. Ces attitudes sectaires étaient d'autant plus criminelles pour la lutte que dans la lancée, des ouvriers d'autres secteurs s'étaient mis en grève notamment à l'EDF, aux PTT, etc. En cela ces coordinations se sont fait elles aussi le relai de la bourgeoisie qui craignait vraiment que ce nouveau souffle fasse encore traînée de poudre.

Si historiquement, les mines du Limbourg ont été le théâtre de durs conflits où les grévistes se sont souvent retrouvés aux prises avec les syndicats, aujourd'hui, la lutte qui y est menée exprime elle aussi la difficulté générale à faire de ces leçons du passé une arme pour la lutte future. Presqu'à chaque fois que les mineurs sont partis en grève, c'était sans attendre les syndicats, mais quand ensuite ils vont casser les locaux des syndicats, c'est pour réclamer que ceux-ci reprennent la grève en mains. Si la grève est reconnue, les grévistes sont indemnisés et c'est effec-

tivement une force qui ramène les grévistes dans le giron des syndicats, mais au-delà de cette question, ce qui se joue c'est : -- soit se perdre dans de fausses oppositions bonzes/délégués/bases ... rouges et/ou verts, etc. et continuer à se faire magouiller de grève en grève -- soit tirer la conclusion que non seulement il faut s'organiser en dehors mais aussi contre les syndicats (ce qui n'empêche pas d'aller récupérer les caisses de grève). Or, ce qui se passe aujourd'hui, c'est que s'il y a création de comités de grève en dehors des syndicats, c'est pour, dans les fausses oppositions, prendre parti pour la base contre les bonzes. Et le drame aujourd'hui au Limbourg, c'est de quitter la "mauvaise" CSC prendre les "bons" de la FGTB pour tomber dans les bras des sponsors les plus zélés du syndicalisme de base : le PTB (parti

du travail !) qui conduit, sous un langage beaucoup plus radical (parce que pour lui aussi il y avait les élections syndicales à la clé) tout autant les prolétaires à reprendre encore une fois à leur compte le mot d'ordre de la contre-révolution : le sauvetage du charbon limbourgeois !!! Que ce soit à propos des syndicats ou des licenciements, tout est ramené à une critique de la gestion, la gestion des syndicats, la gestion des mines, gestions qui, aussi rénovées soient-elles, sont toujours celles des intérêts du capital contre le prolétariat. Là où commençait à se créer un vide parce que les ouvriers faisaient de moins en moins confiance aux centrales syndicales habituelles, le PTB le comble, complétant par là le tableau des fractions bourgeoises prêtes à se disputer les voix sur les cadavres des luttes qu'elles auront tuées.

La question est donc : comment se fait-il que dans tous ces mouvements, les ruptures de classe y sont restées faibles et marginales alors que, par contre, les coordinations nationales et comités de grève qui ont été portés à leur tête, ont eux, montré leur capacité à défendre les intérêts de la bourgeoisie ?

Ce qui est directement en cause ici, c'est la faiblesse de la critique de ces voies de garage, de cette "politique". Ce rejet viscéral de "La politique" conduit à désertier les structures traditionnelles de la contre-révolution jusqu'à s'organiser en dehors d'elles, mais, sans comprendre ce qui faisait de ces partis et syndicats des forces agissantes contre la lutte, ces nouveaux organes nés dans la lutte n'en sont souvent, quant au fond qu'une copie conforme.

C'est ici que la question de l'"apolitisme" prend tout son poids car s'il part d'un ras-le-bol des surenchères électorales, des magouilles syndicales, de tout le show-buiseness de "La politique" et des voies de garage où elle mène inévitablement ... tout son aspect "on a déjà donné" produit une allergie à tout ce qui est "politique", organisationnel, ce qui laisse dans les mouvements une grande place au "chacun fait c'qu'il lui plait" et conduit au refus de prendre en charge les tâches organisatives de la lutte, ce qui fait qu'en dernière instance, toutes ces tâches sont, une fois de plus, laissées aux mains de la contre-révolution.

Pendant tout un temps, les opérations de découragement systématique menées par les syndicats ont porté leur fruit dans la mesure où les prolétaires, saturés, qui ne voulaient plus se relancer dans des opérations casse-gueule, ont pour un temps renoncé à la lutte aujourd'hui, quand les luttes reprennent, c'est plus ou moins avec l'acquis qu'en tout cas, il ne faut pas compter sur les syndicats. Mais bien souvent, cette rupture ne s'effectue que par rapport aux directions syndicales ou encore à tel ou tel syndicat sans comprendre qu'il ne s'agit pas là de fonctionnaires vendus ou corrompus mais d'une fonction sociale qui, même si aujourd'hui elle est prise en charge par des jeunes gens modernes, n'en est pas moins celle de briser nos luttes.

Et finalement, que ce soit dans la coordination nationale étudiante, les coordinations des roulants et intercatégories des cheminots ou les comités de grève intersyndical et indépendant des mineurs du Limbourg, leur organisation en dehors des centrales syndicales habituelles n'a pas donné autre chose que de mettre de nouvelles têtes à la place de

celles qui finissaient par être haies parce qu'à la longue elles symbolisaient le sabotage systématique de la lutte.

Si on peut donc voir dans cet "apolitisme" un rejet du spectacle de la lutte qu'on nous a longtemps fait jouer en lieu et place de la lutte, l'insuffisance de la critique donne déjà à la contre-révolution les armes pour se refaire une virginité et plutôt que de détruire la scène, aujourd'hui, la critique s'arrête à en changer les acteurs.

La conclusion est que si aujourd'hui toute cette potentialité de lutte s'organise dans des organes parallèles aux syndicats traditionnels, elle ne rompt pas

quant au fond avec ce qu'est le syndicalisme et ce que nous voyons, c'est que toutes ces tentatives qui au départ proclamaient qu'elles ne se reconnaissaient pas dans les syndicats, n'en sont pas moins retombées dans les coordinations multiples qui n'ont fait que reproduire le syndicalisme en dehors des syndicats.

Et le danger qui se dessine aujourd'hui pour toutes les luttes c'est celle alternative syndicale de gauche, de base ou libre où toute la haine de ce qui symbolisait la défaite sera habilement détournée simplement parce que de nouveaux visages, de nouveaux drapeaux, de nouvelles couleurs auront pris la place des anciens qui ont perdu la cote.

Après avoir relevé toute la faiblesse de ces mouvements, on peut se demander pourquoi la bourgeoisie a déployé contre ceux-ci une telle énergie, à tel point que c'est plus l'envergure de ses campagnes contre les grèves, sa peur du développement de ces luttes qui a donné toute la dimension de cette potentialité de lutte et les dangers qu'elle faisait courir à la bourgeoisie.

Le danger pour la bourgeoisie réside dans le fait qu'à force de mesures d'austérité, elle homogénéise la situation de misère de la classe ouvrière. Ainsi n'a-t-on pas "découvert" il y a quelques hivers, qu'ici aussi dans "nos chers pays développés", que des personnes mouraient de faim et de froid ?! Si cette misère de plus en plus profonde et généralisée correspond aux besoins du capital, elle va évidemment aussi être facteur d'homogénéisation des luttes. Quand apparaîtra plus clairement qu'on est tous dans le même pétrin, qu'on vit tous la même merde et que ce n'est pas une question d'individus capables ou incapables de s'en sortir, toutes les barrières, sectorielles, de catégories, nationales et autres vont d'autant plus vite être abattues pour faire place à des mouvements dont l'envergure constituera une force autrement plus importante que tous les conflits localisés que nous connaissons aujourd'hui.

C'est pourquoi, alors qu'au début la bourgeoisie préférait ignorer ces petits jeunes qui déambulaient "bon enfant" dans les rues de toute la France, elle a vite changé d'attitude quand elle a compris que sa répression aveugle allait provoquer une méchante radicalisation et surtout que ce nouveau souffle de combativité battait déjà les portes des usi-

nes. Le retrait momentané (puisqu'il est seulement reporté en attendant que le calme soit rétabli) de la loi et surtout la monstruosité de la campagne pacifiste -le fameux "plus jamais ça"- flattant le sens des responsabilités des jeunes qui savaient se rendre compte des intérêts de l'Etat, faisaient en dernière instance de l'enterrement du manifestant assassiné, l'enterrement de la lutte.

— Contre l'impact de la grève des cheminots sur l'ensemble de l'économie et les dangers de généralisation, la bourgeoisie est allée jusqu'à mobiliser ses troupes dans des manifestations contre la grève. Jouant sur le fait que le mouvement était replié sur lui-même et corporatiste, la bourgeoisie a eu beau jeu de créer : -- une polarisation "usagers"/grévistes entourée de tout un discours sur la défense du service public qui se traduit aujourd'hui par la "restriction du froit de grève" dans ces services, ce qui veut dire la promesse d'une répression plus dure (que les sanctions qui tombent aujourd'hui) dont la réquisition pour le "service minimum" c'est le travail obligatoire sous peine de licenciement immédiat, etc. -- et une campagne contre les "nantis" qui, gardant jalousement leurs privilèges et refusant le partage des sacrifices, aggravent la situation

des "pauvres chômeurs" !!!

Dans ces campagnes contre les grèves se sont encore distingués les syndicats qui, dans les chemins de fer et les mines des piquets de travail -CGT- ou de volontaires -CSC auxquels des délégués FGTB ont participé-. Après cela, peut-on encore voir dans les syndicats autre chose que des jaunes ?!

Le fait qu'aujourd'hui la bourgeoisie ne peut plus tellement jouer sur l'alternance gauche/droite, les trêves électorales et tous les rouages traditionnels de la contre-révolution pour nous berner et le fait que son économie ne peut absolument pas se permettre un frein dans la chute des salaires, font qu'à tout développement de la lutte, elle sera obligée de répondre de manière musclée et c'est ce qu'on peut déjà voir au travers des campagnes et services d'ordre

qu'elles a déjà organisés contre ces luttes-ci. Et c'est ce qu'elle prépare de manière plus générale par le développement de ses campagnes antiterroristes. A force de faire régner la psychose du grand méchant "terroriste" rôdant à tous les coins de rue, prêt à hacher menu le premier citoyen venu, elle s'entoure d'un syndicat de la peur prêt à appuyer en toute "légitime démençe" le renforcement de son arsenal répressif. Et pour accréditer sa thèse, elle n'hésite évidemment pas à sacrifier quelques uns de ces braves citoyens cf. l'attentat de Bologne. Elle tend ainsi à terroriser sa propre population pour que celle-ci adhère à la cause de "son" Etat menacé et se sente protégée par ce qui est en fait dirigé contre elle. Et les premiers visés par ces campagnes sont évidemment les prolétaires combattifs qui sortent de ces voies de garage pour proposer des actes de lutte qui fassent vraiment mal à l'Etat.

Conclusion

Une des expressions importantes de la faiblesse générale des luttes aujourd'hui est leur isolement, le climat général qui fait qu'une grève reste la seule affaire des grévistes.

Même lors de la grève des cheminots qui, du fait de la paralysie d'un des principaux moyens de transport, touche tout le monde, il n'y a pas d'ambiance de lutte, d'effervescence sociale qui se propage, que ce soit des piquets de grève autres que symboliques, des rassemblements de personnes prêtes à filer un coup de main ... une agitation dans les rues qui exprimerait une mobilisation plus générale. Au contraire, même quand d'autres secteurs suivent le mouvement, cela reste fort la grève chacun chez soi. Et, à part les ouvriers de l'EDF qui ont saboté l'alimentation en électricité de certaines gares, il y a eu peu d'actes de solidarité. Même parmi les cheminots, c'est le "chacun fait ce qu'il lui plait" qui a prédominé. Ainsi, la grève a été menée avec 40 % du personnel toutes catégories confondues sans tentative de généralisation, le personnel roulant où il y avait le pourcentage le plus important de grévistes se suffisant de sa position clé dans l'arrêt du trafic.

A fortiori les fameux "usagers" tant pris à parti contre la grève, se sont peu sentis concernés par la grève. Alors qu'ils ne sont en général que des prolétaires qui n'utilisent le train que pour aller bosser, plutôt que de voir dans la grève des cheminots une expression de leur lutte, une occasion de foutre le bordel sur leurs lieux de travail et développer la lutte là où ils sont, en solidarité directe avec l'initiative de leurs frères de classe, pour la défense des intérêts de tous, ils ont continué à se positionner dans la logique de la paix sociale, râlant sur les grévistes parce qu'ils n'arrivaient pas à l'heure au boulot. Et la même rogne stupide s'est encore produite chez les vacanciers qui ont vu leur voyage perturbé par les grèves des ouvriers des transports en Espagne.

De même, lors des grèves des mineurs du Limbourg, les opérations ville-morte où les ouvriers défilent devant leurs propres volets clos montrent le repli de la grève sur elle-même et le fait qu'en dehors de cela les grévistes restaient chez eux au lieu de mettre toute cette énergie à profit pour organiser la lutte, travailler à son extension, etc. offrait un spectacle plutôt désolant... qui s'est

conclu par la solution individuelle où chacun d'eux, seul face à l'Etat, a dû "choisir" entre se faire licencier dans quelque temps et le départ "volontaire" pour 800.000 F ! Ce qui a prédominé là, clairement, c'est, en désespoir de cause, la démerde individuelle : d'abord dans les deux puits eux aussi condamnés mais dont la bourgeoisie a expressément retardé la fermeture pour diviser et faire croire à ces mineurs qu'ils avaient quelque chose à gagner à ne pas faire grève : moi, je continue à bosser tant qu'on ne m'a pas mis le C4 sous le nez, et, dans les trois puits condamnés immédiatement : moi, je prends les 800.000 F et je me casse. Sans voir que là, plus que jamais, licenciés d'aujourd'hui ou de demain, c'était tous ensemble ou la victoire unilatérale de la bourgeoisie (2).

Mais contrairement à ceux qui concluent de la faiblesse de ces mouvements que c'est toujours le même cinéma qui se répète, qu'il n'y a plus rien à en tirer, que la grève n'est plus un bon moyen d'action (rejoignant par là les campagnes démobilisatrices des syndicats) ou encore que la perspective de l'insurrection prolétarienne est une vieillerie du passé qui ne se joue plus aujourd'hui ...

- si nous voyons l'importance d'être plus critiques que jamais pour dégager les ruptures de classe qui font surface de tout ce qui les ramène au fond,
- nous retirons de ces expériences une détermination d'autant plus grande à la lutte.

Si aujourd'hui l'encadrement étatique est tel qu'il étouffe dans l'oeuf les embryons de lutte et de noyaux ouvriers, en tirer comme conclusion qu'il ne sert à rien de lutter est la pire des soumissions à l'Etat. C'est la contre-révolution qui tire des faiblesses de la lutte la conclusion qu'il ne faut plus lutter.

Ce qui guide ce genre de propos fataliste, c'est un point de vue on ne peut plus immédiatiste qui part de et en reste à la photographie du moment présent - le poids de la paix sociale- et c'est aussi

un point de vue idéaliste parce qu'il part de l'idée qu'on se fait de la lutte et comme celle-ci n'y correspond pas, en arrive à la mépriser.

Ce point de vue nie le devenir du mouvement et donc le mouvement lui-même; il nie l'inévitabilité du développement de la lutte, de la dynamique qui va de l'absentéisme à l'insurrection, et ramène tout à une question de conscience et de volonté. Mais si les prolétaires luttent ce n'est pas parce qu'un beau jour ils en auraient eu l'idée et l'auraient alors décidé, s'ils luttent c'est parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement. C'est la société dans laquelle nous vivons qui nous contraint à lutter parce qu'elle ne nous réserve que misère, haine et mort et c'est elle qui nous dicte que notre seul intérêt c'est de la détruire.

Quotidiennement, le prolétariat rappelle son existence de classe mondiale. Aujourd'hui encore, en Yougoslavie, Espagne, Bolivie, Afrique du Sud, etc. malgré toutes ses faiblesses, il montre que la seule façon de vivre c'est la lutte et c'est à l'histoire et au développement de ces luttes que nous nous rattachons. Les communistes n'ont rien inventé et n'ont pas d'idéal à proposer. C'est de ce mouvement qui se déroule quotidiennement que nous tirons notre force. C'est parce que le mouvement pose la nécessité du communisme qu'il y a des communistes et non l'inverse. Tout autre point de vue idéaliste, volontariste, immédiatiste, conduit inévitablement à l'incapacité d'appréhender correctement la réalité, la réalité du rapport de force entre bourgeoisie et prolétariat et donc à l'incapacité, dans cette réalité, d'organiser en force les ruptures de classe qui se font inévitablement dans la lutte.

(2) Cette appréciation est développée dans un autre article de cette même revue "Mineurs du Limbourg, moins d'un an après rebelote".

□ AUX LECTEURS □

Camarade,

Une telle revue ne peut remplir pleinement sa tâche de guide, d'organisateur de l'action communiste, sans la participation active de ses lecteurs et sympathisants. Toute contribution matérielle, théorique, critique ... nous est une aide dans la construction d'un réel outil de la lutte révolutionnaire.

Utilise ces matériaux. Ils ne sont la propriété de personne, ils font partie du patrimoine, de l'expérience accumulée d'une classe qui vit, qui lutte pour supprimer sa propre condition de salariée et, par là, toute classe, toute exploitation. Diffuse ces textes, discute-les, reproduis-les ...

Si nos positions t'intéressent, si tu veux en discuter, travailler avec nous, prends contact avec le GROUPE COMMUNISTE INTERNACIONALISTE en écrivant à l'adresse suivante, sans mentionner le nom du groupe.

B.P. 54 - 1060 BRUXELLES 31 - Belgique

Si vous voulez prendre connaissance de nos approfondissements programmatiques, nous vous proposons la formule d'abonnement suivante à nos revues :

LE COMMUNISTE - organe central en français du GCI
(paraît trois fois l'an)

COMUNISMO - organe central en espagnol du GCI
(paraît trois fois l'an)

500 FB, 70 FF, 40 FS, 1250 Ptas, 12500 Las ou 12,5 dollars pour dix exemplaires de l'une ou l'autre, le double pour les deux. Les souscriptions sont à verser au CCP 000-386683-41 de M. Milants à 1170 Bruxelles avec mention de la raison du versement (à l'exclusion de tout autre moyen de paiement).

LISEZ AUSSI :

- PARTI DE CLASSE - publication du GCI en France
- EL BOLETIN - supplément à Comunismo pour l'Espagne
- COMMUNISM - organe central en anglais du GCI
- COMMUNISME - organe central en arabe du GCI

ESPAGNE :

OU QUAND LE PROLETARIAT SE REBIFFE

"Il n'y a pas d'agitation sociale en Espagne."

répète inlassablement le gouvernement socialiste de Felipe Gonzales. Qui la bourgeoisie cherche-t-elle encore à leurrer par ces incantations ?? En tout cas pas les prolétaires qui successivement, depuis six mois s'affrontent régulièrement et violemment à l'Etat. Ce n'est pas en exorcisant sa peur de la reprise des luttes de classe que la bourgeoisie pourra esquiver cette réalité.

Pour nous, ces affrontements (et nous les revendiquons comme tels) sont une des expressions de par le monde (cf. en France, Chine, Grèce, Amérique latine, Yougoslavie, etc.) du ras-le-bol qu'a le prolétariat. Ras-le-bol d'une politique d'austérité, de "reconversion", "restructuration" ou "rationalisation", bref de misère toujours croissante que tente de nous imposer la bourgeoisie. Et que cette politique soit menée comme en Espagne ou en Grèce, sous la houlette socialiste, ne change rien pour nous, prolétaires. La bourgeoisie dans son ensemble n'a guère le choix. Si elle veut continuer à valoriser son capital, sa raison de vie, si elle veut maintenir un taux de profit suffisant, elle est contrainte de "restructurer", de "reconvertir", d'"assainir" ... Ces assainissements passent par des économies dans tous les secteurs où c'est possible c'est-à-dire en dernier recours, dans tout ce qui intervient dans le salaire de la classe ouvrière, sous une forme ou sous une autre. Or ce salaire c'est, comme nous l'avons vu, tout ce qui sert à reproduire la même marchandise force de travail pour autant qu'elle soit nécessaire au capital, ou plutôt la reproduction de la même marchandise dans les quantités nécessaires au capital. Etant donné que les quantités de force de travail disponibles sur le marché, dépassent les besoins solvables des capitalistes, la marchandise force de travail

est largement dévalorisée et sa non-utilité détermine le fait que le capital n'engage plus ou le moins possible de frais pour la reproduire. Ce qui explique que ce sont tous les secteurs de la classe ouvrière qui voient leur situation empirer de jour en jour : jeunes, chômeurs, lycéens, mineurs, pensionnés, femmes au foyer, sidérurgistes, employés, etc. tous les ouvriers subissent assainissement après restructurations, reconversions après vagues d'austérité. C'est pourquoi, en Espagne, en cinq mois, lycéens, mineurs, sidérurgistes, taulards, dockers, journaliers des campagnes andalouses, cheminots ... ont d'une façon ou d'une autre commencé à affronter l'Etat.

Les lycéens ont été jusqu'à deux millions et demi en grève. Ils sont parvenus à faire reculer le gouvernement après presque trois mois de grèves et de manifestations durant lesquelles de très violents affrontements avec les flics ont eu lieu. Le gouvernement, pour pouvoir reprendre rapidement le contrôle de la situation, a été obligé de faire des concessions sur les revendications des jeunes prolétaires. Evidemment, ces concessions n'amélioreront pas les conditions de vie de ces derniers puisque la crise continue qui contraint la bourgeoisie à faire des économies. Soit elle les fera ailleurs, soit plus simplement, comme dans la majorité des cas, elle fera passer les mêmes plans d'austérité sous une autre forme, avec d'autres noms. Cependant ces apparentes concessions ont permis aux ouvriers de voir qu'il est possible de créer une force dont l'Etat (même si aujourd'hui c'est uniquement en mentant) est obligé de tenir compte ! Et si l'Etat espérait que la dérobade de Mr Maraval empêcherait l'extension du mouvement à d'autres secteurs ouvriers telle qu'elle s'annonçait avec la présence de délégations de dockers et de chômeurs et avec la mise en avant par les jeunes pro-

létaires de la nécessité d'une jonction des luttes sociales, ce fut un échec patent. Très tôt, d'autres secteurs entraient en lutte !

Le fait qu'encore une fois des coordinations "étudiantes", gauchistes, aient pu plus ou moins prendre la direction du mouvement est une expression très claire des faiblesses de celui-ci. Ces coordinations sont l'expression de l'Etat au sein de notre lutte. Ce sont encore une fois elles qui faisaient les services d'ordre, qui protégeaient les bâtiments de l'Etat, qui balançaient, matraquaient les "incontrôlés", les "provocateurs" ! Ce sont encore une fois elles qui empêchaient les débordements non seulement des manifestations mais surtout les débordements des limites des intérêts de l'Etat. Ce sont elles qui appelaient au "sens des responsabilités" ! Ce sont elles qui organisaient la non-solidarité en poussant à ce que ce soit des délégations syndicales et non des ouvriers en lutte qui rejoignent les manifestations ! Mais leur capacité à occuper le devant de la scène et notamment de la scène médiatique et la tentative de l'ensemble de la bourgeoisie --média, gauchistes, gouvernement, syndicats ...-- de faire croire que le mouvement des lycéens c'est ces coordinations, que ce sont elles qui l'ont organisé, déclenché, dirigé, contrôlé, etc. ne saurait nous faire oublier la réalité : il s'agit d'un mouvement ouvrier déclenché par un ras-le-bol généralisé d'une survie sans plaisir et dont les conditions s'aggravent continuellement. Il s'agit d'une réponse à l'évidence actuelle que même notre absence d'avenir qu'est le travail --répétition journalière des mêmes gestes ou activités qui ne nous concernent ni ne nous intéressent, et pour le profit d'autres-- devient un privilège que de moins en moins auront. Mais ce n'est pas tant travailler qui soit un privilège, c'est le salaire de misère qui accompagne le travail et qui est une absolue nécessité malgré qu'il soit toujours plus maigre qui devient un privilège, l'Espagne battant le record de chômage avec ses 22 % de la population active dont plus de la moitié ont moins de 25 ans et dont peu ont droit à des allocations.

Bien sûr, les revendications "réalistes" qu'ont finalement imposées les coordinations et sur lesquelles le gouvernement a "cédé" pour stopper l'agitation (la bourgeoisie en estime le coût à

15 milliards de FB au lieu des 190 milliards qu'auraient coûté les revendications lycéennes du début) ne vont pas diminuer la misère quotidienne que subit notre classe. Ce ne sont pas elles qui vont réellement diminuer le chômage, l'austérité dont les socialistes espagnols ne cessent de clamer l'indispensabilité ! Elles ont surtout servi à empêcher l'extension du mouvement vers les autres secteurs de la classe dont l'union aurait fait encore plus peur à l'Etat ! La seule force des jeunes prolétaires étaient et est toujours leur mobilisation contre les coordinations et avec les autres secteurs de la classe ouvrière ! La seule victoire, les seuls acquis, ce sont les leçons tirées du mouvement : ensemble on peut faire reculer l'Etat; seuls nous ne sommes rien ! et le développement pratique de cette unité.

Déjà durant le mouvement lycéen c'est fin janvier, les travailleurs agricoles d'Estramadure sont partis en grève contre les réformes du système d'indemnisation en cas de chômage --réforme qui signifiait évidemment une baisse des salaires. Très vite, 100.000 employés des secteurs public et privé sont partis en grève sauvage de solidarité ! Personne n'a attendu les mots d'ordre syndicaux !

Début mars, le mouvement connaît une forte relance. Des manifestations importantes ont lieu dans une quarantaine de villes en Espagne ! Elles rassemblent selon les endroits, des membres du personnel hospitalier en grève, des cheminots, les enseignants du privé, les ouvriers des chantiers navals et des arsenaux, les 400.000 employés de la construction. Les mineurs en Asturies de l'entreprise publique Hunosa parlent de "révolution s'il y a reconversion" et coupent routes et voies ferrées. Les métallos de Reinosa se heurtent violemment à la garde civile venue libérer le patron socialiste (!) de l'entreprise Forge et Acier et forcent celle-ci à **faire sous les boulons et à se rendre. Dix gardes civils échappent de justesse au lynchage** "par une population en furie et grâce à l'intervention d'une poignée de citoyens, principalement des photographes et des journalistes" ! Les journaliers agricoles d'Andalousie et d'Estramadure puis tous les employés de la RENTE (compagnie ferroviaire nationale) ... tous seront à leur tour ou simultanément, mais rarement ensemble, en grève, en lutte. A plusieurs reprises, durant les affrontements, ils seront rejoints par des chômeurs ! Le w-e

de Pâques, traditionnelle trêve sociale, ne sera pas respecté ! Le personnel de Iberia -aviation- et de la RENTE seront encore en grève. Empêchant le déplacement de nombreux vacanciers, ils portent un coup direct à l'économie nationale ! Juste avant, les ouvriers des arsenaux ainsi que de nombreux ouvriers du privé, s'étaient affrontés très durement aux flics. Des sabotages, des affrontements et des pillages ont lieu dans plusieurs villes à Bembere, à Reinosa, à Puerto Real, à Madrid, à Sentender. A coups de matraques et de gaz lacrymogènes, les flics tenteront de réimposer la paix sociale et tueront au moins un ouvrier ! Le lendemain de son décès (après trois semaines d'hospitalisation) les grèves et les affrontements reprennent à Reinosa et une semaine plus tard à Reinosa et Puerto Real.

Dans toutes ces grèves, durant toutes ces manifestations, deux revendications reviennent constamment : d'une part contre les augmentations rapides du coût de la vie que les faibles et lentes augmentations des salaires ne comblent pas ; d'autre part, la peur de ce chômage endémique ! Malgré cela et malgré une pression des grévistes pour renforcer l'unité de tous ceux qui luttent, les syndicats sont parvenus à maintenir énormément de divisions entre les différents secteurs en lutte. Que cela soit en mettant en avant des revendications "particulières" ou en déclenchant, là où ils pouvaient les contrôler, les grèves à tour de rôle. Ce manque d'unification, produit d'un manque de rejet des syndicats reste la principale faiblesse de cette importante grogne sociale. Elle a empêché l'établissement d'une force sociale capable de faire reculer l'Etat, lui permettant de tergiverser, de combler beaucoup d'ouvriers de fausses promesses et d'acquiescer à des bidons et de réprimer très durement les plus déterminés dès qu'ils sont restés isolés : qui se soucie encore de Reinosa littéralement en état de siège depuis deux mois --Reinosa où il ne se passe pas de jour où la population ne paie l'"affront" subi par la garde civile le 12 mars dernier --Reinosa, le Waterschei du sud. Encore, une fois, si les ouvriers n'ont pas attendu les syndicats pour lutter, ils ne se sont cependant pas organisés contre ceux-ci parce qu'ils restent bourrés d'illusion sur leur appartenance de classe.

Cependant, une chose reste importante : les socialistes en Espagne, ont pris leur première claque dans la gueule. A travers ces mouvements, c'est socialement qu'a été éclairé le caractère directement anti-ouvrier des mesures qu'ils imposent et avec lui leur nature bourgeoise et répressive qu'ils révèlent. Et de fait, une leçon très importante pour les luttes de classe peut, doit être tirée de cela : la gauche et la droite, le fascisme et l'antifascisme sont tout autant anti-ouvriers ! Les socialistes espagnols prennent les mêmes mesures que les socialistes français, mais aussi les mêmes mesures que Thatcher ou Martens dits de "droite" ! Poussés par la même crise, géant le même système anti-ouvrier, ils nous tapent sur la tête avec la même violence. Mais plus encore, ces mouvements sont la démonstration pratique que la carte parlementaire qui fut jouée après des décennies de fascisme commence à s'épuiser. Elle fut et est encore efficace. Elle a permis, comme les socialistes en France, de prendre des mesures qui, sans le processus de "démocratisation" ou de socialisation pour tout camoufler, auraient plus que probablement déclenché des ripostes très vives.

Aujourd'hui avec les luttes de classe en Espagne, Grèce et aussi en Argentine, dans les pays de l'Est, aux Philippines ... c'est tout le mythe du socialisme et de la "démocratisation" qui en prend un coup ! Elles démontrent pratiquement que, fasciste ou antifasciste, parlementaire ou socialiste, tout type de gouvernement est pleinement bourgeois, prenant partout les mêmes mesures. Les luttes en Espagne nous montrent le chemin qu'il nous faut suivre et élargir contre n'importe quelle fraction de l'Etat bourgeois et contre tous leurs discours pour nous apitoyer sur les plus pauvres que nous pour oublier ce qui nous tombe dessus, discours sur les maux qu'il faut savoir choisir et accepter pour notre bien ... ! Reprenons ce flambeau en dépassant les limites de ces luttes, en s'affrontant aux syndicats et autres commissions ouvrières et coordinations qui essaient de ramener notre lutte sur le terrain de la défense de l'Etat, la patrie, du travail, en refusant les séparations entre les différentes franges de prolétaires, pour ériger une force de classe mondiale contre la bourgeoisie mondiale.

(SYNDICALISTES PROTEGEANT LA GUARDIA CIVIL CONTRE DES PROLETAIRES A REINOSA)



Le Messenger de la libre entreprise (Herald of free entreprise)

s'est enfoncé dans les eaux glacées

des calculs de rentabilité !

Le Héraut de la Libre Entreprise a coulé corps et biens au large de Zeebrugge et quelques centaines de salariés, à la vie suspendue à ce salaire miteux qu'on nous lache à chaque fin de mois, ont vu s'enfoncer leurs rêves de temps libre, d'espace et d'oxygène dans le chenal de la course au profit.

Toutes les boîtes-à-cons télévisées du monde peuvent bien dans un même élan jouer la cynique et trop classique chanson de la "recherche des responsables", de l'"enquête pour déterminer les causes"... Toutes les radios de l'univers peuvent bien nous ressasser le spectacle morbide de la "catastrophe inévitableblabla..." qui repose le "problème de blablabla", mais les "plans d'urgence familles des victimes ... condoléances et assurances blablabla"...

Tous les Armateurs de la Libre Entreprise peuvent bien lâcher quelques larmes mensongères entre leurs dents d'or et nous renvoyer à l'"errare humanum est"... Ils ne réussiront jamais vraiment à occulter la clarté des faits : le bateau a coulé parce que le fric est l'unique souci des capitalistes y compris de ceux qui organisent ces joyeux voyages !

La libre entreprise a bien montré que son corollaire c'est : la mort des prolétaires. Perdre sa vie à la gagner et au bout de cette lamentable survie, crever dans un accident de travail (ou des loisirs : de Los Alfaques, le camping en feu aux câbles des télésièges qui se rompent) quand ce n'est pas dans les assassinats massifs par la pollution, la faim ou la guerre ... par l'eau ou par le feu, pour le capital il y a des prolétaires excé-

dentaires en solde et ... tout doit partir !

La libre entreprise, c'est la concurrence effrénée que se livrent les capitalistes en se servant de notre vie et notre santé. La crise n'a fait qu'accentuer, qu'emballer le moteur de la société capitaliste : la concurrence pour le profit maximum.

La libre entreprise c'est chacun pour soi contre tous les autres après l'argent, le dieu moderne. Et cela signifie : pas de pitié. Le fric, le fric, le fric, être concurrentiel, rogner sur le matériel, épargner sur la sécurité, baisser les salaires, licencier les uns, surcharger de travail les autres ...

Portes mal fermées, travailleurs endormis surcharge ... ne sont que les inévitables et visibles conséquences de ce qu'ils nous cachent derrière leurs brochures guillerettes, leur racket touristique, leur promotion cachée ... : la soif d'argent !

Le bateau a coulé parce que les portes étaient mal fermées ... mais si les portes étaient mal fermées, c'est parce qu'il y avait trop de camions et que le prolo de service était abruti et somnolant, bouffé par les heures de travail. Or s'il y avait surcharge de camions et de travail, c'est parce que tout cela rapporte plus de fric à ceux qui encaissent les prix payés pour ce voyage sans retour. Accepter des produits toxiques sur le bateau pour rentabiliser au maximum chaque voyage même si ce n'est pas permis (règle absolue dont les exceptions servent juste à faire croire que la justice n'est pas la codification des

intérêts exclusifs de la bourgeoisie ... ne pas respecter la loi y compris en se faisant pincer de temps en temps pour bluffer les ouvriers, rapporte infiniment plus que la respecter); bourrer le bateau jusqu'à ce que l'addition des vapeurs toxiques et le simple manque de place rendent impossible la fermeture des portes c'est cela la libre entreprise. Diminuer le nombre d'ouvriers jusqu'à ce qu'il soit impossible de faire toutes les opérations de contrôle de sécurité, c'est cela la libre entreprise. Et quand ça coule ou ça s'écrase, il y a toujours un pauvre plouc sur qui remettre la faute et des assurances pour couvrir les frais de ce simple manque-à-gagner très provisoire et de toute façon prévu et calculé ! (Ce qui est par ailleurs déjà arrivé à un autre navire qui circule aujourd'hui entre les îles grecques histoire de se faire oublier tout en continuant à rapporter du fric !)

Tout cela est tellement limpide et grossier qu'il faut tous les écrans du monde pour camoufler ce qui deviendrait, du point de vue des rançonneurs, la véritable catastrophe : la révolte des enfants des naufragés contre le seul et véritable responsable : le capital !

Eh! Capitaliste! Faut tout de même pas trop prendre les enfants du Vieux Monde pour des connards sauvages ! Quand tu présentes comme un cadeau tes petits tickets soldés pour une traversée de la Manche, on se rend tout de même un petit peu compte que tu ne cherches qu'à encourager le "cochon payant" à utiliser ta camelote flottante plutôt que celle d'un concurrent ! Alors, épargne-nous, s'il te

plait, tes remords et prépare-toi déjà à la plus belle des travers(é)es : celle que tu ramasseras dans la gueule pour t'être trop longtemps payé la nôtre ! Ton bateau coule et ses malheureux prisonniers t'ont laissé un message posthume :

"Tes promotions, ton tourisme, tes hôtes, tes politesses, tes cerceils flottants, tu peux te les garder ! Du fric, on t'en mettra plein les narines à toi et à ta bande d'assassins, de façon à ce que tu ne perdes pas une pièce de cette puanteur dont on dit qu'elle n'a pas d'odeur et dont tu es l'esclave ! La héraut de ta Libre Entreprise, ce messenger maladroit, nous a à jamais ouvert les yeux : le navire capitaliste doit sauter ! Libre ou pas l'entreprise de notre destruction échouera dans les hautes mers de l'impitoyable catastrophe qu'on organise : l'abolition de l'argent, ce Dieu qui tue ! Nous ne pleurons pas plus les victimes de ce naufrage que les milliers de millions de victimes du capital parce que nous ne ferions plus que cela. Nous savons que c'est globalement notre classe qui est victime de ces catastrophes parce qu'elle est la victime de cette société qui est une catastrophe. En luttant, en nous organisant, en préparant et en faisant la révolution, nous les vengerons et rendrons impossibles tous les odieux massacres que détermine la libre entreprise qu'est la société capitaliste. A bientôt capitaliste ... On a rendez-vous avec l'histoire !"

- Des naufrageurs du capital -



MINEURS DU LIMBOURG :

MOINS D'UN AN APRES : REBELOTE

Le 28 avril 1987, 700 mineurs ont "choisi" de travailler à Zolder ou à Beringen alors que plus ou moins 7.000 autres acceptaient d'être licenciés en touchant une prime de 809.000 FB en plus de leurs futures allocations de chômage. Soyons clairs : il s'agit de la continuation de la défaite que subit cette frange de la classe ouvrière depuis soixante ans en Belgique. Et en plus, cette défaite met les mineurs et avec l'ensemble de la classe ouvrière, dans une situation plus difficile pour leur luttes futures.

La bourgeoisie, elle, n'a pas oublié les leçons de la grève des mineurs de l'année passée ni les autres. Les mineurs représentaient un réel danger, les pousser à bout tous ensemble était extrêmement périlleux. Le risque de voir se déclencher une grève longue et dure pouvant s'étendre à d'autres secteurs a obligé la bourgeoisie à doublement finasser en faisant croire à un maximum de prolétaires qu'ils allaient pourvoir s'en tirer individuellement. La bourgeoisie s'est vu contrainte de laisser une porte de sortie aux mineurs, mais celle-ci est un trompe-l'œil. La bourgeoisie sait que quelqu'un qui n'a plus aucune issue et qui le voit est extrêmement dangereux : il n'a plus rien à perdre. Il a fallu, en dépensant le moins possible, faire croire le contraire à un maximum d'ouvriers et en même temps, les diviser pour les écraser.

Quelle est la situation actuelle de l'ensemble des mineurs après cette défaite ? Il y a ceux de Zolder et Beringen qui, plus clairement encore que les autres travailleurs, ne sont que des chômeurs en sursis. La bourgeoisie a annoncé la couleur : ces puits-là ne ferment pas immédiatement parce qu'ils restent, très momentanément, rentables; à terme, ils fermeront parce que là aussi, la malheureuse survie des mineurs ne saurait intéresser la bourgeoisie tout entière tournée vers son taux de profit. Ce qu'elle n'a pas annoncé aussi clairement

c'est que bien évidemment, cette distinction entre puits, même si elle est basée sur de réelles différences de productivité, sert avant tout à créer des divisions au sein des mineurs. A ceux de Zolder et Beringen, on a fait miroiter la chance qu'ils avaient d'avoir un sursis (qu'une grève avec ses coûts aurait pu remettre en question), ils ne devaient donc pas se mêler de ce conflit qui ne les regarderait pas ! Evidemment, le sursis terminé (et en général il se termine toujours beaucoup plus vite et beaucoup plus mal que ce que la bourgeoisie a promis) les mineurs restant seront beaucoup plus faibles pour lutter, sans les 7.000 qui ont accepté les 809.000 FB comme prime de départ que, par leur passivité, ils ont aussi poussé à accepter. Pour empêcher les futurs licenciements à Zolder et à Beringen, qui ne font pas de doute et que la bourgeoisie ne cache même pas, il y avait UN moment où les mineurs de ces puits étaient aussi forts qu'il leur était possible, c'était quand les 8.000 autres mineurs étaient en grève. Une réelle force, une réelle solidarité de classe pouvait surgir de la mise en avant de cet évident intérêt commun : le refus de tout licenciement, de toute perte des salaires, et si les mines devaient fermer l'exigence d'un salaire plein pour tous parce que nous n'avons pas à sacrifier nos vies ni nos conditions de vie à leur économie. Mais la bourgeoisie a eu la force d'imposer le contraire. Pour les autres, ceux qui ont accepté les 809.000 FB, la situation va être sans aucun doute pire encore parce que devoir survivre avec les allocations de chômage et cette prime quand les frais engagés précédemment l'ont été sur base d'un salaire (relativement élevé vu la dureté et la spécialisation du travail, et les traditions de luttes dans ce secteur) promet de ne pas être rose. Cette somme qui leur permettra de survivre dans un premier temps sera vite épuisée et à ce moment là ? A ce moment là, les anciens mineurs se retrouveront totalement isolés, poussés à la misère les uns après les autres. L'im-

mense majorité d'entr'eux ne retrouvera pas de boulot parce que la bourgeoisie n'a rien d'autre à offrir que de belles promesses (dont toutes les cellules de reconversion du passé dans les mines et la sidérurgie, qui nous ont cent fois démontré qu'il ne fallait rien en attendre de sérieux). Et pour eux, la perspective pourrait bien être la misère et le désespoir. L'obligation de renoncer à la maison achetée à crédit, l'interruption des études et donc des espoirs de s'en sortir pour les enfants, l'impossibilité de continuer à payer les traites de la voiture, et puis, la faim. Et cela tombera sur la gueule des mineurs les uns après les autres en fonction du nombre d'enfants ou de la gestion de l'argent, mais de toute façon, chacun se retrouvera seul pour affronter cette situation et cette solitude ne fera que renforcer la misère qu'engendre pareille situation, rendant la lutte encore plus problématique. De plus, le rassemblement spontané sur le carreau de la mine devra maintenant être organisé entre les anciens mineurs et les autres chômeurs et entre ceux-ci et les ouvriers qui travaillent encore, ce qui est une difficulté supplémentaire pour les luttes futures. En parvenant à licencier 7.000 mineurs, la bourgeoisie a réussi à détériorer largement leurs conditions de vie et leurs conditions de lutte. De plus, à terme, c'est comme on l'a vu, tous les ouvriers de la région qui vont en pâtir puisque avec la fermeture des mines, ce sont les commerces qui verront leurs clients diminuer, les sous-traitants qui vont fermer leurs portes et licencier, etc. Evidemment pour les générations suivantes de prolétaires, toutes les portes sont fermées et le chômage déjà endémique dans cette région devient l'unique perspective pour les jeunes avec tout ce que cela signifie de misère, d'atomisation, de désespoir (1). Enfin, ces 20.000 nouveaux chômeurs, que cela soit immédiatement ou avec un ou deux ans de sursis, c'est encore une fois l'augmentation de la concurrence entre les prolétaires qui ne luttent pas et c'est une base réelle pour faire passer les prochaines mesures anti-ouvrières.

Belle victoire pour la bourgeoisie : ceux qui restent sont moins nombreux et ceux qui sont partis sont appauvris, isolés et un précédent est créé que la bour-

geoisie essaiera de rentabiliser. Pour

Pour les luttes futures, il est à espérer que les mineurs qui travaillent encore tirent les leçons de la situation de leurs frères de classe et refuseront ce marchandage pourri du développement de la misère. Parce qu'il ne faut pas se faire d'illusions : ce que la bourgeoisie vient d'acheter à vil prix, c'est la paix sociale, le développement de la misère en silence. Il est à espérer aussi que les mineurs qui ont accepté les 809.000 FB verront rapidement combien, avec cette offre en apparence alléchante, il se sont fait arnaquer, combien ils ont bradé pour une misère, leur avenir et celui de leurs enfants même si le manque de solidarité des autres mineurs ne leur a pas laissé le choix. A ce moment, ils devront rentrer en lutte avec d'autres fractions de la classe et notamment les mineurs des autres puits lorsqu'ils se feront à leur tour licencier. C'est la seule voie pour refuser cette atomisation qui quotidiennement nous est faite au boulot et au chômage et dont le caractère désespéré peut tout aussi bien être facteur de lutte parqu'on n'a plus rien à perdre, que d'écrasement parce qu'on croit que plus rien n'est possible et que l'alcool, la survie individuelle, l'arnaque, la délinquance ou le suicide deviennent les dernières perspectives.

Mais cette défaite fut grandement permise par le travail complémentaire des différentes fractions de la bourgeoisie contre les luttes de mineurs. Et cela ne s'est pas fait sans mal, il a fallu deux grèves dont la première a été très

(1) Cf. à ce propos ce qui s'est passé dans la région de Longwy où, après la fermeture de la sidérurgie, la région est devenue "sinistrée", où tous les jeunes s'en vont grossir les rangs des chômeurs dans des grandes villes et où la maison des chômeurs sert quotidiennement la soupe populaire. Si les ouvriers de cette région ne croient aujourd'hui pas plus dans la gauche que dans la droite, ils n'en font pour l'instant, rien, parce qu'ils ne croient plus à la lutte. C'est le désespoir comme mode de vie et ce "chacun abattu chez soi" sert évidemment les intérêts du capital.

difficile à arrêter, il a fallu l'intervention extrêmement active des maoïstes, il a fallu faire croire à une différence de projet social là où n'existe qu'une différence dans la manière de nous écraser, une différence de gestion, que les syndicalistes en arrivent à se battre entr'eux.

Au début de cette grève-ci, certains mineurs mettaient clairement en avant que le seul avenir qui ne soit pas le sacrifice de leur vie, reste la lutte. Ils ont mis en avant que déjà par le passé, des grandes promesses furent faites par la bourgeoisie, qu'à chaque emploi supprimé dans les mines correspondrait un emploi créé dans d'autres industries. La réalité fut évidemment juste le contraire. Bien peu d'emplois furent créés alors que des milliers et des milliers furent supprimés. Les bourgeois font des beaux discours pour faire oublier que ces licenciements planifiés depuis longtemps déjà ne seront "compensés" par rien, qu'ils signifient une extension brutale de la misère de notre classe. Et cela non parce que les bourgeois sont particulièrement méchants mais parce que la concurrence les contraint à fermer tout ce qui n'est pas rentable. Si, dans les mines, ils pouvaient encore faire du fric sur notre dos, sur notre santé, ils n'hésiteraient pas. La bourgeoisie qui court seulement après son taux de profit, ne tient compte de nos intérêts -pour les écraser- que quand nous les mettons en avant contre tout respect de la paix sociale et de l'économie nationale, c'est quand, d'une façon ou d'une autre, nous lui faisons peur. La fermeture des mines démontre cela on ne peut plus clairement, elle hurle la réalité de la bourgeoisie : vos intérêts on s'en fout, on vous donne juste un petit quelque chose qui va vous faire la gueule et vous en faire prendre plein les dents ...le temps que vous vous rendiez clairement compte de l'arnaque, vous serez isolés, démunis et les indispensables économies à faire dans le secteur des mines se feront sans même que nous devions promettre de nouvelles embauches !

Des mineurs ont dit qu'en échange de leur travail c'est de leur salaire, on leur offrait un "moineau crevé" dont ils n'avaient rien à foutre. Ces mineurs

combatifs ont aussi mis en avant que si, ne serait-ce que 50 % des mineurs acceptent la prime de départ, le gouvernement pourra orconner tous les licenciements avec le poids irrémédiable qu'ils auront sur les conditions de vie et de lutte de l'ensemble de notre classe : car nous savons bien que les mines de Zolder et de Beringen sont elles aussi condamnées par le plan Gheyselinck !

De plus, déjà dans la grève de l'année dernière, les mineurs n'ont plus une confiance aveugle dans les syndicats.

La question qui se pose alors, c'est pourquoi avec un tel niveau de volonté et de compréhension, les mineurs se sont-ils si facilement et rapidement fait écraser par la bourgeoisie ? Pourquoi la majorité a-t-elle accepté la prime ? Une des principales raisons est que cette méfiance par rapport aux syndicats, ne s'est-elle pas transformée en lutte contre eux et leurs petits frères gauchistes revenus mettre les discours des premiers en avant en ayant soin de les radicaliser pour qu'ils soient plus difficiles à reconnaître. Mais surtout, elle s'est transformée en perte de confiance dans la lutte faisant notamment que cette fois-ci comme dans la grève de l'année dernière, peu de mineurs, même parmi ceux en grève, participaient activement à celle-ci, et très rapidement, beaucoup de mineurs totalement découragés se sont soumis, ont voulu reprendre le travail y compris au prix d'affrontements avec les piquets de grève.

Cette réalité, hormis le fait qu'il faille la reprocher directement aux mineurs qui en arrivent à rejoindre les flics en s'affrontant aux piquets, il nous faut voir qu'elle est aussi produite du travail contre-révolutionnaire des syndicats et plus clairement encore dans ce cas, de la frange radicale, gauchiste et principalement maoïste, de ceux-ci, grâce à la présence très active du PTB. Dix fois les mineurs ont fait grève, dix fois les syndicats ou leur base radicale ont repris (l'écrasement de) la lutte en mains, dix fois, les mineurs les ont laissé faire et à chaque fois ils ont perdu la grève, ils sont rentrés au boulot appauvris, sans rien avoir obtenu. Mais les leçons de tout cela n'ont pas

été tirées et globalement ce qui sort renforcé ce sont les gauchistes qui ont par là recréé l'image des syndicats. Rares sont les prolétaires qui ont refusé de se laisser avoir une nouvelle fois. Le résultat de ces efforts de lutte constamment torpillés, c'est le découragement.

L'année dernière les syndicats n'ont reconnu que tardivement la grève, contraints et forcés par la pression de plus en plus dure que faisaient peser sur eux les mineurs. Ils ne l'ont évidemment reconnue que pour mieux la casse tout en gardant l'image de rester les seuls défenseurs des ouvriers. Après avoir un peu fait languir les prolétaires en lutte les avoir fait patienter un maximum pour les décourager, les syndicats, suite à un accord avec le gouvernement, ont déclaré la fin de la grève. L'accord consistait juste à remettre la décision à plus tard avec quelques vagues promesses. La réalité actuelle nous montre de quoi étaient faites ces promesses : attendre que la situation se calme, que les ouvriers se démobilisent puis, reprendre activement le même projet mais en le découpant en tranches pour diviser les prolétaires, le tout assorti d'une prime à la misère et à la faim pour achever de convaincre les derniers hésitants. Mais à l'époque, les syndicats sur l'os de la combativité ouvrière et le reprise du travail n'a pas eu lieu. Les mineurs les plus combatifs ont continué les piquets et la plus grande partie des autres ont continué à les soutenir, refusant de les affronter contrairement à ce qu'espérait la bourgeoisie. Comme les syndicats ne contrôlaient plus le mouvement, les flics ont commencé la deuxième manche : le déploiement massif de la répression commencée par les syndicats. Le mot d'ordre de reprise, s'il n'a pas permis de faire que les mineurs se battent entr'eux, a au moins permis d'isoler les plus combatifs qui durent supporter seuls une répression déchaînée avec tabassages, en villes en état de siège, menace sur les gosses, etc. Les ouvriers ont alors attaqué les sièges syndicaux en descendant les vitres à coups de pavés. Mais cette colère anti-syndicale n'a pas su se transformer en pratique continue contre les syndicats à cause de l'intervention des gauchistes syndicalistes de base rassem-

blés dans le comité de grève qui ont clamé qu'ils n'étaient pas antisindicalistes et mieux encore, que c'est grâce à eux que les ouvriers n'avaient pas déchiré leur carnet syndical et mené des actions plus dures, contre les syndicats. Une fois qu'il fut clair que l'antisindicalisme risquait de se développer, ces salauds ont pris les devants au travers de ce comité de grève qui est l'organisation par la bourgeoisie d'une volonté de s'organiser en dehors et contre les syndicats, pour briser cette détermination et maintenir le syndicalisme comme principe directeur des luttes, avec sa défense de la région, du charbon limbourgeois, de l'économie nationale et du travail, de la division entre prolétaires ... toutes choses qui ne peuvent que pousser les luttes dans la défaite notamment par le réformisme. Parce qu'en effet, si l'on part des intérêts de la région, il faut fermer les mines en donnant le moins possible aux prolétaires qui y travaillent parce qu'elles ne sont réellement pas compétitives et une région qui entretient des secteurs non-compétitifs est condamnées à devenir toujours moins concurrentielles au niveau mondial. L'intérêt des prolétaires est bien de se foutre de la région, la mine, le pays qui n'ont jamais été les leurs, et de se battre pour son salaire, pour ses conditions de vie et de lutte.

L'année dernière, le dit comité de grève a fait stopper la grève en disant qu'il ne le faisait que pour économiser les forces pour la prochaine lutte. On voit clairement ce que cela a donné : à ces grèves sans perspective classiste, chacun chez soi, et l'attentisme, alors que tout le monde savait que les licenciements allaient tomber, ont préparé la défaite de ces grèves. Chaque mineur ayant eu le temps de penser à l'inexorabilité des mesures et au prix d'une grève sans résultat si ce n'est le découragement, on a volontairement laissé chacun seul chez lui face à ses problèmes pendant presque un an pour être sûr qu'à la grève prochaine, un maximum d'ouvriers parte déjà avec la défaite dans l'âme. A force de laisser chaque mineur seul se poser la question : "comment vais-je m'en sortir ?" cadre dans lequel il ne peut trouver de solution puisque la seule voie à suivre c'est la lutte collective, on

ne pouvait espérer meilleure préparation à l'acceptation passive des licenciements et de la prime, acceptation de la non-lutte.

Déjà l'année dernière, alors que se jouait un réel renforcement des grèves par leur extension dans les services publics, les syndicats ont mis tout le paquet pour faire reprendre le travail aux mineurs, deux jours avant que les grèves ne démarrent dans l'enseignement, évitant par là toute action qui aurait vraiment pu faire mal à l'économie (cf. l'article : "Mineurs en grève : syndicalisme de base-base du syndicalisme" paru dans le numéro précédent d'Action Communiste).

Cette fois-ci, une fois la situation bien pourrie, la bourgeoisie pouvait annoncer les mesures sans trop de crainte d'un mouvement dangereux pour ses intérêts. De plus, les syndicalistes radicaux restaient présents pour contrecarrer tous ceux qui auraient voulu lutter. L'annonce des mesures à la veille des é-

lections sociales aura permis aux syndicats de transformer le dernier sursaut en Baroud d'honneur pro-syndical, les syndicalistes allant jusqu'à se battre entr'eux pour montrer qu'il existait réellement des divergences et qu'il y a donc à "choisir" démocratiquement, entre la "voie raisonnable" et la voie "combative" et le fait que Grauwels, délégué FGTB, membre du PTB, recueille à lui seul plus de la moitié des votes est une grande victoire pour la bourgeoisie. Les ouvriers crédules lui ont délégué non pas leur force de lutte (elle est inéligible, on lutte ou on ne lutte pas et on ne lutte pas par délégation ou bulletin de vote interposé) mais bien le droit ou plutôt la force de continuer à gérer leur écrasement. Et bien sûr, au travers de tout cela, le PTB s'est renforcé en renforçant son emprise sur un secteur de la classe ouvrière. Quoi de plus normal quand la soumission à l'Etat, l'exploitation, l'économie nationale se renforcent que le Parti du Travail de Belgique, avant-garde de toute cette saloperie, se renforce.

■ ■ ■

COMMUNISM
 central review in english of the internationalist communist group
**Dictatorship of the proletariat
 for the abolition of wage labour !**

Nous soulignons... Nous soulignons... Nous soulignons...

Augmentation de 50 % du prix du pain en Pologne, diminution des rations en Russie, chute des salaires en Yougoslavie ... les pays de l'Est, malgré le mythe du socialisme ou du communisme, ne se distinguent pas par l'originalité des mesures anti-ouvrières. Ce sont les mêmes que prennent Thatcher, Mitterrand ou Felipe Gonzales. La largesse d'esprit de Gorbatchev aujourd'hui ne fait que préparer une restriction très brutale des moyens de vie des prolétaires en URSS -fini l'absentéisme, le fait d'en faire le moins possible, l'entretien des chômeurs, etc. Le capital là comme ici, va devoir montrer clairement qu'il se prépare à l'extermination des prolétaires dont il n'a plus besoin. Et la classe ouvrière ne se distingue pas non plus par l'originalité de ses ripostes : grèves de plus d'un mois dans la sidérurgie et grèves dans les mines en Yougoslavie, journées d'émeutes à Alma-Ata en URSS, manifestations en Chine ... Et ce n'est que très naturel ! Les pays de l'Est sont des pays capitalistes comme tous les autres, contraints de prendre les mêmes mesures anti-ouvrières parce qu'ils subissent la même crise mondiale. Le prolétariat subit partout la même austérité, la même répression et exprime là aussi, même faiblement, ses intérêts de classe mondiale. Et face à ces conflits les P."C". de là comme d'ici montrent clairement leur rôle de défenseurs de l'Etat bourgeois et de briseurs de grève :

"SEIZIEME JOUR DE GREVE DES MINEURS DU LABIN

Au seizième jour de grève des mineurs du Labin au nord-ouest de la Yougoslavie, les communistes des houillères ont exigé jeudi que des 'mesures légales' soient prises contre les grévistes. Après avoir lancé mercredi le mot d'ordre de reprise du travail, ils ont qualifié les grèves de 'méthode de chantage et d'extorsion inappropriée au système d'autogestion socialiste'."

"Libération" du 24/4/87.

Comme on le voit, ce discours est celui de tous "nos chers" syndicalistes qui, eux aussi, en bons briseurs de grève s'opposent à tout ce qui dans les grèves sort de la légalité, c'ad du respect du système, de sa démocratie ... bref à tout ce qui fait que ces grèves deviennent grèves de classe contre l'Etat bourgeois. Et quand après avoir épuisé et coulé toutes les grèves pendant des années, ils en arrivent à faire répéter aux prolétaires eux-mêmes que la grève n'est plus un bon moyen d'action, ils jouent exactement le même rôle que ces "communistes" qui, au nom de l'autogestion, en appellent à la reprise du travail et qui, tôt ou tard, enverront l'armée pour se faire obéir.

LE PAPE EN TOURNÉE

OU LA VISITE D UNE STAR

DE LA PAIX SOCIALE

Et il tourne, il tourne, il tourne. Une fois en Pologne, une fois en Amérique latine, une fois en Asie ... le Pape se déplace plus qu'un pigeon voyageur ! Si dans beaucoup de pays, la bourgeoisie est prête à dépenser des sommes énormes pour organiser le déplacement et la sécurité du Pape, ce n'est évidemment pas par charité chrétienne. La visite du patron de l'une des plus grandes multinationales sert à renforcer, à certains moments, le rôle pacificateur clé de cette institution qui a par ailleurs, très clairement démontré son appartenance à l'Etat bourgeois mondial avec la dénonciation du rôle du vatican qui, avec l'aide de toutes les fractions gagnantes de la guerre '39-'45, USA et URSS confondues, organisa la fuite des hauts dignitaires nazis, ou encore, le mandat d'arrêt lancé contre Monseigneur Machinskov, chef du corps de sécurité du vatican mouillé dans le scandale de la loge maçonnique P2... (leurs frères ennemis) ! Mais, par ces scandales, la bourgeoisie cherche à banaliser le rôle quotidien du vatican, du Pape et de l'Eglise catholique dans son ensemble. En effet, le poids de la religion contre nos luttes et dans ce cas-ci, de la religion catholique, est largement plus important que les magouilles que se font les bourgeois entr'eux (cf. encore le scandale de la banque du Vatican) ou l'entraide qu'ils s'apportent, parce que toutes les fractions ennemies de la bourgeoisie s'entendent sur les questions essentielles : faire du fric et écraser la classe ouvrière !

Que l'Eglise soit plus apparentée à l'aile droite de la bourgeoisie, personne ne l'ignorait mais il est plus important pour nous de mettre en avant qu'aujourd'hui l'aile la plus dangereuse c'est évidemment l'aile gauche, des "curés du peuple" et soutien du pape aux "justes revendications" de ce peuple.

L'Eglise ne fonctionne pas très différemment des autres institutions contre-révolutionnaires. Une polarisation inter-bourgeoise gauche/droite lui est nécessaire pour garder les ouailles en son sein et surtout faire passer son message de paix entre les hommes alors qu'elle a toujours été une des plus grandes forces d'extermination des prolétaires. L'Eglise a exactement la même fonction que les syndicats avec leurs "douloureuses" contradictions entre bases et bonzes --celles de l'Eglise sont entre curés sur le terrain et la hiérarchie ecclésiastique ! Et c'est vrai qu'ils n'ont pas la même opinion, c'est sûrement vrai que les "curés de base" sont profondément touchés par les "malheurs du peuple", mais ils sont les premiers à faire que le peuple reste peuple et donc malheureux. Ils sont un des biais pour empêcher que la classe ouvrière se revendique comme telle avec ses intérêts propres : ses besoins de vie et de lutte. Ils sont parmi les premiers à le diluer dans un peuple plus que passif qui est contraint pour survivre, de soutenir la société --parmi les premiers à l'empêcher de lutter, à prêcher le pacifisme, la bonne volonté et l'amour entre les hommes là où il y a la vie chacun contre tous, l'exploitation et la lutte de classes. Parler de paix universelle, c'est travailler à imposer la paix sociale contre nos intérêts et pour le maintien de cette société de malheur. Et quand ils sont parmi le peuple, quand ils vivent ses tourments, quand ils luttent prétendument contre cette misère y compris parfois par la lutte armée, quand ils soignent les lépreux, parlent pour les pauvres, prêtent leurs églises aux gauchistes (si on n'a jamais vu de curé révolutionnaire c'est bien parce que ce sont des choses antagoniques : le moteur de la réalité est ou la lutte de classe ou dieu) ils ne font jamais que recrédibiliser l'Eglise, la religion et tous

leurs discours bêlant ou même radicaux pour la paix sociale ! L'Eglise et donc le pape a un rôle de pacificateur social et, étant capable de représenter beaucoup de fractions de la bourgeoisie, il peut aussi avoir un rôle clé pour les mettre d'accord contre le prolétariat.

Les visites du pape ont notamment travaillé à redonner une cohésion à des oppositions divisées, comme à Manille juste avant la chute de Marcos --tombé avec le soutien actif de la bourgeoisie mondiale parce qu'il s'avérait incapable de juguler la montée des luttes ouvrières montrant de la sorte son inadéquation à la tête du gouvernement. Il fallait donc le remplacer et pour cela ressouder l'opposition autour d'un projet alternatif, réformiste, progressiste et humanitaire. La fraction bourgeoise à la tête de l'Etat au Chili, craignait que la visite du pape ne produise le même effet mais visiblement la pression ouvrière n'est pas encore suffisamment forte pour que la bourgeoisie trouve nécessaire de jouer la carte parlementaire, c'est-à-dire le changement de fraction au gouvernement pour calmer le prolétariat, continuer à imposer la répression et l'austérité. Et, malgré les affrontements de ces deux dernières années, la gauche préfère rester divisée, attendant son heure. Le pape a eu un rôle similaire en Pologne bien que n'existait pas, au moment de sa visite, la nécessité directe d'un changement de clown à la tête du cirque gouvernemental. De fait, il venait essayer de mettre d'accord non pas tant l'opposition et le gouvernement --qui le sont, quant au fond, depuis toujours-- mais bien l'ensemble du prolétariat avec le programme de la bourgeoisie. Déjà en 1980, en continuant leurs luttes malgré les appels au calme de l'Eglise, les ouvriers de Pologne, même catholiques, ont montré ce que notre classe pensait et faisait réellement de la religion dès que celle-ci montrait trop clairement (hélas il faut encore attendre ce trop) ses buts contre-révolutionnaires. Des petits curés de gauche à la hiérarchie ecclésiastique, ils ont tous montré leur accord sur le fond tout en se disputant quant à la forme que devait prendre l'écrasement du prolétariat --le vieille problématique base/bonze est la même pour toutes les organisations bourgeoises.

Le dernier voyage du pape a été une parfaite démonstration de cela. Ils n'ont pas hésité à faire venir pleurer quelques pauvres sur les genoux du pape, à dénoncer la faim et le chômage, et le pape,

pas mesquin, n'a pas hésité ... il leur a offert une bénédiction, des discours et en guise de repas : des prières. Amen ! Et le peuple par-ci et le peuple par-là et la démocratie et les libertés individuelles ... Rien ne nous a été épargné ! Mais cette tournée du pape s'est moins bien passée que les autres. En Argentine, les stades étaient à moitié vides et les présents conspuaient et le gouvernement et le pape ! Ils criaient leur colère de voir tant d'énergie et d'argent dépensés pour la visite papale alors que la faim fait des ravages. Ils hurlaient leur rage face à tous ces beaux messieurs venus faire des discours sur la paix et l'amour alors que les pires violences, la faim, le chômage et la répression leurs sont quotidiennement imposés. Le plus intéressant reste le refus de la "trêve papale" qu'a clairement marqué le prolétariat au Chili. Quel irrespect ! On y parle du peuple le plus religieux du monde et les ouvriers ont non seulement refusé cette trêve mais profité même de la venue du pape pour déclencher des affrontements très durs. A chaque passage de la cloche à franges, les flics qui précédaient le pape se faisaient bombarder de pavés et de bouteilles et très rapidement les affrontements s'étendaient ! A plusieurs reprises, des affrontements spontanés ont démarré dans les quartiers ouvriers des grandes villes avec pillages de magasins ! Enfin, lors d'une grand-messe en l'honneur de la paix sociale, des centaines de jeunes se sont affrontés aux flics et au service d'ordre. De la gauche à la droite, un chœur bourgeois s'est élevé pour nous chanter le vieux, vieux requiem des provocateurs ! Ceux-là furent "payés par l'étranger" ou par "la police secrète" (au choix) "membres de partis d'extrême droite" ou encore "membres du bras armé du PC chilien". Bref, tous se sont entre-dénoncés pour cacher que la responsabilité de ces affrontements c'est la situation de misère que la classe ouvrière vit et dont eux, ne font que se disputer la gestion.

Quant à nous nous savons que bon nombre de ceux qui se sont battus ont vraiment cru pouvoir faire appel au pape pour les sortir de cette misère dans laquelle ils vivent mais la réalité de leur lutte les positionne pratiquement et de façon très claire, contre la religion et la société bourgeoise dont elle est un des piliers ! Au-delà des illusions qu'ils peuvent encore avoir et qui sont un danger qu'il faut combattre, ils ont démontré qu'à tous les paradis qu'on nous promet pour un futur imaginaire, ils préfèrent une sa-

tisfaction bien plus immédiate de leurs besoins de vie et de lutte.

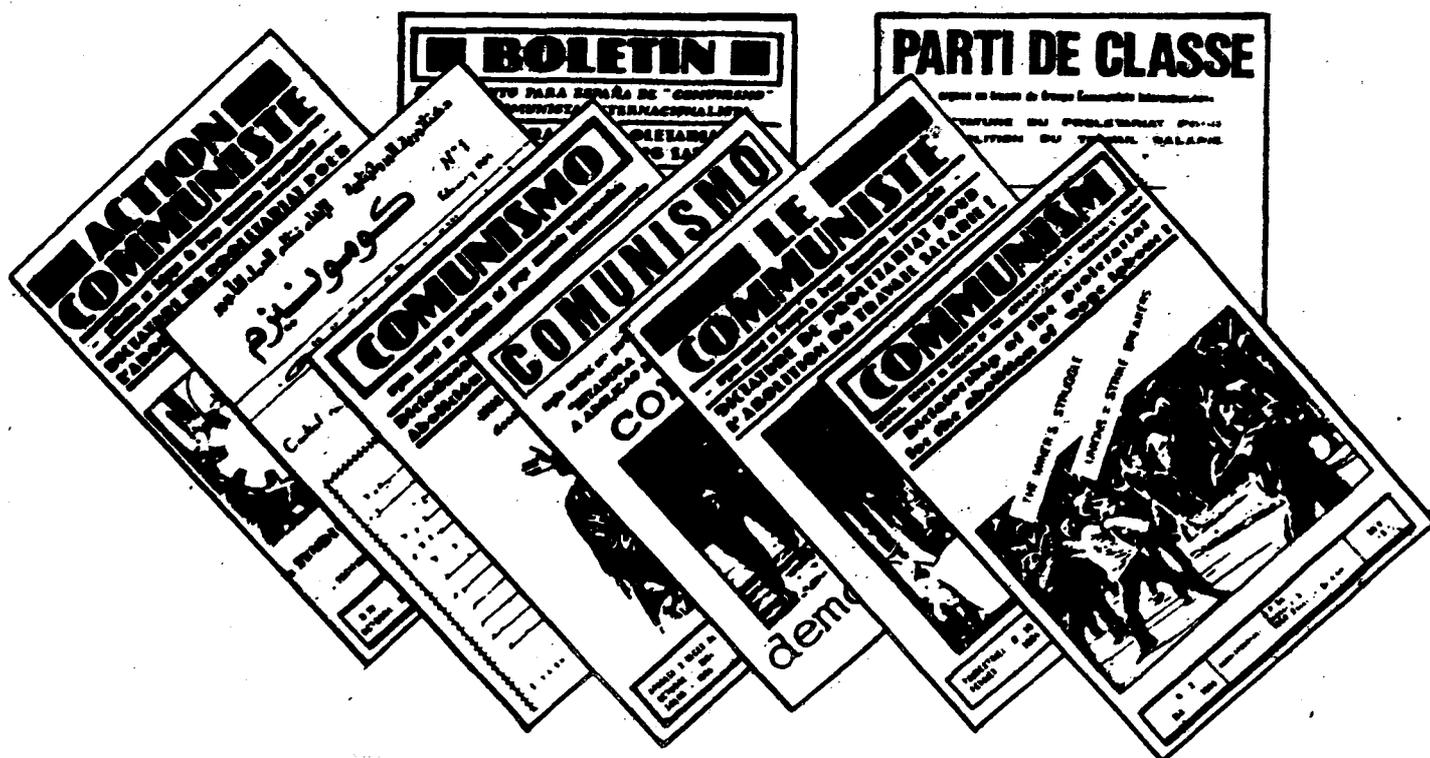
Ces actes brisent pratiquement et directement la grande (ker)messe d'UNION NATIONALE que mène le pape et sont, à ce titre à revendiquer. Parce qu'évidemment c'est bien d'union nationale qu'il s'agit: tout le monde, bourgeois et prolétaires, exploités et exploités, tortionnaires et grévistes ... enfin réunis dans le fier salut de la patrie à la religion ! Mais les ouvriers ne font pas partie du peuple et constituent une classe qui a

des intérêts propres et des moyens pour les satisfaire qui leur sont propres. Et La prière côte à côte avec la bourgeoisie non seulement n'en fait pas partie mais en plus, lui est directement antagonique ! Voilà pourquoi ces messes sont à boycotter activement.

CONTRE L'UNION NATIONALE PAR LA MESSE, LA
GUERRE OU LE PATRIOTISME
ORGANISONS-NOUS PAR LE DEVELOPPEMENT
DE LA LUTTE DE CLASSE
POUR L'UNION GRANDISSANTE DES PROLETAIRES
CONTRE TOUS LES CURES, TOUTES LES EGLISES



■ NOS PUBLICATIONS ■



"... Quant au paupérisme en général, il serait selon la théorie de Malthus, une loi éternelle de la nature : 'Etant donné que la population tend constamment à dépasser les moyens de subsistance, la bienfaisance est une folie, un encouragement officiel à la misère. Tout ce que l'Etat peut donc faire, c'est abandonner la misère à son sort; tout au plus peut-il faciliter la mort des miséreux'. A cette théorie philanthropique le Parlement anglais allie l'opinion que le paupérisme est la misère dont la faute incombe aux ouvriers eux-mêmes, que l'on ne doit donc pas prévenir comme un malheur, mais qu'il faut au contraire réprimer, punir comme un crime.

Ainsi naquit l'institution des workhouses, c'ad des maisons de pauvres dont le régime décourage les miséreux et les empêche d'y chercher un refuge contre la mort par inanition. Dans les workhouses, la charité se combine ingénieusement à la vengeance de la bourgeoisie contre le miséreux qui fait appel à sa charité."

Le paupérisme est ainsi devenu "l'objet d'une administration ramifiée et largement étendue, d'une administration dont cependant la tâche n'est plus de juguler le paupérisme mais de le discipliner, de le perpétuer. Cette administration a renoncé à tarir la source du paupérisme par des moyens positifs; elle se contente de lui creuser, avec une policière charité, une tombe chaque fois qu'il surgit à la surface du pays officiel."

"Promulguée le 5 juillet 1808, une loi supprima la mendicité. Par quel moyen ? Par les Dépôts, qui se muèrent si vite en pénitenciers que bientôt l'indigent ne parvint dans ces établissements qu'en passant par le tribunal correctionnel. Et pourtant, M. Noailles du Gard, membre du corps législatif, s'écria : 'Eternelle reconnaissance au héros qui assure un refuge à l'indigence et de la nourriture à la pauvreté. L'enfance ne sera plus abandonnée, les familles pauvres ne manqueront plus de ressources ni les ouvriers d'encouragement et d'occupation. Nos pas ne seront plus arrêtés par l'image dégoûtante des infirmités et de la honteuse misère.' La dernière phrase, dans son cynisme, est l'unique vérité de ce panagérique." ...

le 31 juillet 1844 - Karl Marx

CHOMAGE : LA BOURGEOISIE ESSAIE

DE NOUS HABI-TUER A LA MISERE !

Pendant plusieurs mois, des milliers de chômeurs n'ont pas pu toucher leurs allocations. Toutes les restrictions que nous avons subies ces dernières années ne suffisent évidemment pas à enrayer la progression de la crise du capital et face à la faiblesse des luttes de classe qui est plus dramatique en Belgique que dans pas mal d'autres endroits du monde, la bourgeoisie se permet de développer toutes les mesures anti-ouvrières et même de franchement se foutre de notre gueule. Elle exclut régulièrement des centaines de chômeurs, suspend tous ceux qu'elle peut, prépare l'exclusion de 200.000 cohabitants, met en place un nouvel impôt en lieu et place du cumul des époux, mesure qui coûtera jusqu'à 15.000 francs par an à bon nombre de chômeurs. Avec toutes ces mesures contre les dits "profiteurs" qui ont tant de mal à nouer les deux bouts, elle nous montre avec cynisme que nous comptons pour rien dans ses calculs, que pour elle, nous ne sommes pas des hommes mais de simples marchandises qui, ne trouvant pas d'acheteurs, peuvent et doivent être détruites et cela PARCE QUE NOUS NE LEUR FAISONS PAS PEUR, PARCE QUE NOUS NE LUTTONS PAS COLLECTIVEMENT POUR IMPOSER UN RAPPORT DE FORCE CONTRE ELLE.

Durant les mois de janvier, février et mars '87, ils ont trouvé une nouvelle saloperie à nous faire en négociant sur le versement des allocations. Pour la bourgeoisie, il n'y a jamais de petit profit à faire contre notre classe. Pendant toute cette période, l'Etat a pu jouer avec notre fric tandis que nous étions contraints de vivre dans une misère encore accrue, empruntant de-ci de-là de quoi ne pas crever de faim immédiatement; certains ont eu les fournitures de gaz et d'électricité coupées, des ennuis avec les propriétaires, etc. Il est clair que les bourgeois s'en foutent, notre misère ne

les émeut guère, elle est inscrite dans les gènes de leur système. La seule chose qui les émeuve, ce sont nos luttes qui remettent ce système en cause. Ils ont expliqué cette suspension des paiements avec une sombre histoire de programme d'ordinateur qui est, plus que probablement, bidon. Mais même s'ils sont cons au point de ne pas avoir prévu les conséquences de l'introduction de ce nouveau programme, ce n'est pas notre affaire. Mais ce qu'eux en ont retiré, c'est qu'ils peuvent se permettre de nous affamer sans que nous ripostions. Qu'ils se méfient cependant : ce qui est n'a pas toujours été et ne sera pas toujours. Le pire, c'est qu'au-delà de l'économie qu'ils ont pu réaliser sur notre dos (et qu'il serait bien con de leur point de vue de négliger puisque notre classe ne cesse de courber l'échine devant ces salopards) ils ont encore une fois réussi à renforcer leur système. Après plus d'un mois de retard, un responsable de la C.A. P.A.C. est passé à la télé pour dire qu'ils étaient un peu en retard mais que tout cela allait s'arranger, et, pour bien montrer qu'ils se préoccupaient vraiment de notre sort, il promit de s'occuper d'abord des "cas des plus défavorisés ... Même quand ils nous arnaquent ils en profitent pour en faire du baratin pour défendre leur système. Et de pleurer sur notre triste sort et de promettre que tout cela va s'arranger "à la belge" puisque nous sommes des prolétaires bien raisonnables qui acceptons en silence de craver de faim. Deux jours après, cette grosse limace est revenue nous baver ses mensonges sur le petit écran (qui, soit dit en passant, est devenu le champion des modes de transmission de l'idéologie bourgeoise). Et de jurer que tout était arrangé et qu'il ne restait plus que quelques cas individuels alors que des milliers de chômeurs se trouvaient contraints d'aller demander des secours

aux C.P.A.S. Ils se permettent de mentir avec aplomb parce qu'ils savent qu'un mensonge mille fois répété finit toujours par passer chez certains comme vérité et c'est d'autant plus vrai quand nous sommes isolés chacun devant notre petite boîte à atomiser et à rendre con. Ils savent qu'il y aura toujours une partie de la population pour retenir qu'ils se préoccupent du sort des chômeurs. Pour continuer en beauté, ils sont venus ajouter que s'ils prenaient 10 % d'impôt à tout le monde, y compris à l'immense majorité des chômeurs quine doivent pas les payer, c'est pas de leur faute, "c'est la faute au programme de l'ordinateur qu'est pas bon". Comme souvent dans les magouilles idéologiques de la bourgeoisie la réalité semble ne plus intervenir. on tâche de faire oublier que ce programme, ce sont eux et personne d'autre qui l'ont commandé. Que un an avant la mise en route de cet ordinateur nombreux étaient ceux qui payaient de toute façon les 10%, cela passe pour inexistant. Et c'est finalement toute notre réalité sordide qui devient un pur produit de notre imagination :

Que notre vie est dégueulasse au travail comme au chômage : imagination.

Que les deux soient une torture et une humiliation : imagination.

Que le capital nous octroie juste de quoi ne pas crever dans la mesure où nous lui sommes utiles : imagination.

Que notre situation ne cesse de s'aggraver parce que nous sommes, du point de vue de ses intérêts, en surnombre : imagination.

Que les salaires et les allocations diminuent, que les ouvriers soient licenciés, les chômeurs exclus, les immigrés expulsés, ... pour les besoins du capital : imagination.

Que tout cela ne soit fait que pour défendre leur système de malheur qui a toujours été la cause de l'aggravation sans cesse accélérée de nos conditions de vie: imagination.

Que la crise du système capitaliste qui se développe avec toujours plus de force est produite de la course au profit inhérente à ce système et signifie pour nous toujours plus d'austérité puis notre assassinat massif par la guerre : imagination.

Que cette situation est la même partout dans le monde depuis que le capitalisme existe, que cela détermine que tant qu'il existera nous avons et nous aurons partout et toujours les mêmes intérêts : refuser l'austérité, lutter pour la défense intransigeante de nos conditions de survie, et ce contre toutes les fractions de la bourgeoisie, gauchistes et syndicats compris, que cela détermine à terme de faire la révolution pour détruire cette société qui n'a que misère et exploitation à nous offrir : imagination. Imagination, rêves, de fous marginaux, d'idéalistes, d'anarchistes parfois remplis de bonnes intentions mais que leurs rêves rendent dangereux pour la société et les populations.

Et bien oui, nous voulons être dangereux pour cette société ou toute notre vie nous est quotidiennement arrachée. Oui, nous sommes contre la "population", conglomérat d'individus dans laquelle ils essaient de nous noyer parmi les bourgeois comme si nous pouvions avoir le même intérêt ou quoi que ce soit à partager avec eux.

Pour eux, la réalité ne peut être que cette "population", ce conglomérat de citoyens qui acceptent en silence que la classe ouvrière souffre, qui accepte l'austérité, le sacrifice à l'économie nationale qui prépare la guerre, puis qui accepte celle-ci pour le bien de la "mère patrie". Pour eux, la seule réalité humaine c'est celle qu'ils travaillent à nous faire subir en silence, celle du "Travail-Famille -Patrie". Pour eux, tout le reste ne peut exister, ne peut être qu'illusoire et mener au chaos, à l'anarchie et à la violence. Mais c'est la société qu'ils défendent qui n'est que chaos (et cachots pour ceux qui refusent de s'auto-sacrifier devant le dieu profit), anarchie -de la production, chacun produisant pour lui contre les autres- et violence -meurtres, vols, luttes, répression et guerre; même s'il est vrai que seul le déclenchement de notre violence de classe peut nous faire sortir de ce cycle de violence quotidienne qui débouche avec toujours plus de fureur sur les guerres.

Aujourd'hui partout dans le monde, on peut observer une rapide augmentation du nombre de chômeurs et une aggravation des

conditions de vie de toute la classe ouvrière. Mais de surcroît les chômeurs voient leur situation se détériorer enco-

re plus vite que le reste de notre classe. Cela n'est évidemment pas le produit du hasard, la bourgeoisie qui craint les chômeurs parce qu'elle sait que c'est une frange de la classe qui est très mal contrôlée (taux de syndicalisme plus faible et surtout pas de réel encadrement quotidien par les syndicats) et qui de surcroît est mise dans une situation qui ne peut que la pousser à des explosions de colère incontrôlables. Et c'est pourquoi depuis des années déjà la gendarmerie organise des entraînements de répression d'émeutes visant directement les masses de chômeurs occupant les rues.

Parallèlement, la bourgeoisie se permet de prendre plus de mesures contre les chômeurs que contre les autres fractions de la classe ouvrière. Ce paradoxe peut s'éclairer facilement de plusieurs façons. D'une part la bourgeoisie sait que les chômeurs sont encore plus isolés que le reste de la classe et des mesures comme la suppression du pointage journalier (en plus du fait qu'elle permettra, par le biais de la carte de sécurité sociale, un meilleur contrôle de la classe ouvrière) sert aussi à renforcer l'isolement que subissent les chômeurs. D'autre part l'isolement des chômeurs par rapport au processus immédiat de production c'est-à-dire leurs difficultés à entraver celui-ci qui est le seul cœur de la société bourgeoise rend leurs luttes moins dangereuses, dans un premier temps. En effet, tout peut être facilement contenu dans des affrontements de rues contre les flics, lesquels sont payés pour prendre des pavés dans la gueule c'est-à-dire aussi pour distraire la lutte ouvrière de ses objectifs autonomes. Non pas que cela amuse l'Etat de voir les chômeurs s'affronter aux flics, mais parce que c'est un moindre mal; c'est beaucoup moins coûteux et beaucoup moins dangereux que des attaques plus directes contre notre exploitation. Evidemment, cette limite peut être franchie par le développement des luttes ouvrières qui permet une extension de celles-ci à tous les secteurs de la société, permet que des chômeurs en lutte puissent directement se faire soutenir par d'autres secteurs qui entrent en lutte et bloquent alors la production et aussi par le fait que les

chômeurs eux-mêmes peuvent bloquer le processus de production de différentes façons par exemple en entravant les transports.

Cette séparation du processus immédiat de production n'est pas génératrice que de difficultés. Il convient d'être dialectique. Elle est aussi, si elle est bien utilisée, une force des luttes des ouvriers au chômage. Par exemple, cette séparation permet aux luttes des chômeurs d'être beaucoup moins empruntées du corporatisme, de la défense de l'outil de travail, de l'économie nationale, ... du patriotisme d'entreprise qui est un des jalons qui mène au patriotisme tout court. Préserver l'outil et l'emploi n'a jamais été que le prétexte pour faire accepter les sacrifices et sert à enfermer les luttes dans l'entreprise. C'est pourquoi la situation des chômeurs permet aussi d'être moins liés à l'Etat par la défense de "son" travail ou des prétendus acquis sociaux. De plus, lorsque les chômeurs se mettent en lutte, du fait de ne pas être attachés à un lieu de travail, ils peuvent mettre beaucoup plus facilement en avant un ensemble de choses qui ne touchent pas seulement telle frange de la classe ouvrière, mais plus directement l'ensemble de celle-ci. Dans la mesure où ils ont un ensemble d'expériences de vies et de luttes différentes, ils peuvent plus facilement en retirer les points communs, ceux qui intéressent toute la classe. De la même façon, les revendications de ce secteur peuvent elles aussi permettre une avancée dans la lutte dans la mesure où elles peuvent être directement beaucoup moins catégorielles; quand elles le sont malgré tout, elles intéressent déjà un plus grand nombre de prolétaires, à savoir tous les chômeurs. C'est ainsi que la mise en avant de revendications sur les transports en commun sur les loyers, sur les soins, les frais scolaires, etc. peuvent intéresser ET DONC POUSSER A UNE BELLE SOLIDARITE DANS L'ACTION tous les ouvriers, qu'ils travaillent ou qu'ils soient chômeurs, qu'ils soient "femmes au foyer" ou "pensionnés". le chômage est l'un des biais qui permet de sortir les luttes du cadre étroit et étouffant de l'entreprise, qui permet de les socialiser.

Le terrible poids qui pèse encore sur la lutte de classe fait que même lorsque des

luttes surgissent, cette socialisation et extension de la lutte, ce développement

de la solidarité active de l'ensemble de la classe à n'importe lequel de ses secteurs, ne se joue pas encore. Les rares luttes qui apparaissent prennent encore beaucoup trop le caractère de mouvement de désespoir, sans continuité.

C'est d'ailleurs pourquoi la bourgeoisie se permet d'être aussi dure avec notre classe et particulièrement les chômeurs (même si nous savons que si nous ne luttons pas, la misère se cessera de s'étendre à tous les ouvriers). Les chômeurs acceptent aujourd'hui toutes les mesures sans broncher et cela particulièrement en Belgique. Mais en plus, l'expérience des dernières années en Europe montre que venant des chômeurs, le plus grand danger pour la bourgeoisie est l'explosion de colères extrêmement violentes mais dont le manque d'extension et de continuité enlève énormément du caractère subversif. En général, après quelques affrontements durs avec les flics, le mouvement retombe faute de perspectives et la porte est alors ouverte à la répression des éléments les plus moteurs. C'est la forme que prennent toutes les émeutes de la faim que ont eu lieu ces dernières années.

De la magouille à la répression ouverte en passant par les exclusions, les licenciements, les baisses des salaires et allocations, tout est bon à la bourgeoisie pour atténuer les résultats de la crise de son système d'exploitation. L'unique solution pour tous les bourgeois et donc pour le capitalisme, reste de diminuer tant qu'ils peuvent les salaires pour rester concurrentiels, pour parvenir à extraire leur elixir de vie --la valeur--

de notre activité. Mais, même ces solutions ne restent que très momentanées parce que la bourgeoisie n'espère quand même pas que tous les ouvriers du monde acceptent de mourir de faim pour les beaux yeux du capital, tout en étant contraints de travailler toujours plus. A terme, la seule solution (qui, elle aussi, est très momentanée) reste l'enca-drement et la destruction des prolétaires excédentaires dans et par la guerre mondiale.

En acceptant aujourd'hui les mesquines magouilles de la bourgeoisie et l'ensemble des mesures qu'elle prend contre nous, nous préparons nous-mêmes notre massacre. Car il ne faut pas se faire d'illusion :

chacune de ces petites mesures est une défaite de notre classe, parce qu'elle nous sépare plus, parce qu'en aggravant notre situation, elle nous pousse encore plus dans la débrouille individuelle, les uns contre les autres, parce qu'elle impose une situation où chacun de nous est encore plus préoccupé de sa simple survie et a dès lors beaucoup plus de mal à voir et à lutter pour les intérêts généraux de notre classe. La situation dont rêve la bourgeoisie et qu'elle prépare activement, c'est celle où chacun de nous, affamé, ne peut plus penser qu'à la recherche de nourriture, et parce que dans cette situation nous lui coûtions moins que jamais et parce que dans cette situation reprendre la lutte sera chaque fois plus difficile, la lutte pour la survie chacun pour soi signifiant directement contre les autres et l'exacerbation de la concurrence entre les ouvriers.

Mais on peut voir encore plus le poids de ces mesures sur notre vie et sur notre lutte en voyant les réactions que cette magouille-ci a engendrées ! Au-delà de l'accroissement de la misère, ces mesures que prend la bourgeoisie servent aussi à diviser le prolétariat. C'est ainsi que lorsque les paiements ont été suspendus, si notre classe n'a pas réagi, certaines fractions de l'Etat bourgeois se sont elles empressées de réagir : le quotidien Le Soir et la Télé ont, par exemple, fait grand cas de cette histoire, mettant en avant le fait qu'ils faisaient aussi pression sur l'Etat pour qu'il paie les allocations qu'il doit à ses "pauvres

chômeurs". Parallèlement, une aide a été accordée puisque les C.P.A.S. avançaient, conformément à la loi, aux chômeurs qui en faisaient la demande, le minimex qu'ils remboursent dès qu'ils recommencent à toucher les allocations ! Ainsi, non seulement cette petite magouille nous habitue à crever de faim sans protester mais elle recréabilise le système dans son ensemble et nous y fait participer. Parce que, ce qu'on a essayé de montrer par là, c'est que la loi et l'Etat sont neutres, au-dessus des classes et peuvent servir aux ouvriers qui sont spoliés ! Ils avaient le droit d'exprimer publiquement à la TV leur amertume parce qu'il

existe la liberté d'expression; ils avaient le droit de percevoir le minimex parce que la loi le stipule; par C.P.A.S. et TV interposés, l'Etat s'est montré le défenseur des petits contre les défaillances de l'un de ses membres. L'Etat qui journallement nous opprime, nous exploite, nous réprime s'est présenté comme notre défenseur qui, lorsque c'est nécessaire, aide tous ses enfants, c'ad les bons citoyens, ceux qui acceptent les règles du jeu de l'Etat ! Il faut non seulement renoncer à toute lutte mais en accepter activement l'organisation que l'Etat propose contre la lutte, à savoir la soumission individuelle ! Pour l'Etat il faut que les ouvriers se considèrent eux-mêmes comme citoyens respectueux de la loi et de l'ordre, qu'ils prennent toujours plus l'habitude de se considérer d'agir comme individus isolés qui, en tant que tels, n'ont d'autre alternative que d'aller quémander à une fraction de ceux qui nous écrasent, son aide. Mais surtout, de ne pas se considérer comme membre de la classe ouvrière avec ses intérêts propres et qui, en fonction de ceux-ci, s'unifie, s'organise contre ses ennemis qui tentent de se présenter comme ses amis : la bourgeoisie !

On nous affame deux mois pour économiser des sous, pour nous habituer à courber l'échine quand on a faim et aussi pour nous donner l'habitude d'aller individuellement pleurnicher, mendier à l'Etat, de telle sorte, qu'avec le développement des mesures anti-ouvrières, nous soyons contents de nous voir attribuer la soupe populaire et de voir que certains de ces beaux messieurs ont versé quelques larmes sur notre triste sort, et ce, contre toute tentative d'organisation collective de la lutte !

Rien n'est neutre, rien ne tombe par hasard. Les solutions que la bourgeoisie apporte aux problèmes de son système renforcent toujours celui-ci contre nos intérêts.

Dès aujourd'hui, il n'existe pas d'autre alternative que la lutte ensemble ou la soumission à la bourgeoisie et donc la préparation à notre massacre. Nous ne pouvons pas laisser passer en silence ce que la bourgeoisie fait quotidiennement contre nos intérêts.

Il est grand temps de se mobiliser pour réagir à chacune des agressions de la

bourgeoisie. Nous ne pouvons plus rester isolés face à l'Etat ! Il faut créer à travers chaque lutte et en préparation à celles-ci des contacts entre ouvriers pour pouvoir réagir contre la détérioration de nos conditions de vie ! Et cela non seulement entre chômeurs mais aussi entre ouvriers au chômage et ouvriers qui travaillent parce que nos intérêts sont les mêmes ! C'est une urgence chaque fois plus pressante que de ne pas rester seuls face aux expulsions du pays pour les émigrés, aux exclusions pour chômage de longue durée et aux licenciements; de refuser, en luttant, la tentative d'écrasement par l'individualisation qui consiste à "protester énergiquement", à aller devant les tribunaux. Même si, sur dix procès, la bourgeoisie laisse les ouvriers en gagner huit, c'est la plus terrible défaite que nous puissions subir; d'abor parce que nous avons laissé deux membres de notre classe seuls dans les griffes de ces salauds, ensuite parce que nous avons par là renoncé à la seule chose qui peut faire reculer la bourgeoisie: le développement de notre force de classe de notre union grandissante contre elle. il ne lui reste plus alors qu'à faire appel contre les huit autres qui sont eux aussi seuls, puis de changer la loi et petit à petit, c'est toute notre classe qui accepte licenciements, exclusions et expulsions.

Notre tendance doit être au contraire, se mobiliser autant que nous le pouvons devant chaque attaque de la bourgeoisie contre nos intérêts, non pas en lui demandant d'améliorer, de "rétablir la justice" (c'ad transformer la loi pour quand même nous rendre plus pauvre mais honnêtement) mais pour lui imposer l'amélioration de nos conditions de vie. Ces luttes, toutes faibles qu'elle soient, limitent les manoeuvres de la bourgeoisie contre notre classe et surtout préparent les luttes de demain. C'est dans l'affrontement que nous nous unissons, que nous tirons les leçons des luttes, que nous forçons nos ennemis, toutes tendances confondues (flics et tribunaux responsables de l'ONEm ou de la CAPAC mais aussi gauchistes et syndicats) à se découvrir pour ce qu'ils sont : les défenseurs de notre exploitation, les protecteurs de cette société !

Ce qui se joue aujourd'hui, c'est tout notre avenir, et celui de nos gosses. Lutter et s'organiser aujourd'hui c'est pouvoir vivre et lutter demain.

ELECTIONS SOCIALES :

RIEN A VOIR AVEC LA LUTTE DES CLASSES

Qu'est-ce que les élections ?

Les élections servent principalement à nous faire quitter le terrain de l'affrontement de classe, elles organisent les individus au sein du système, elles sont basées sur le "j'ai mon mot à dire" en tant que citoyen membre de la "collectivité" organisée par le capital. Les élections servent à gérer le quotidien de chacun dans le cadre exclusif de la reproduction des intérêts du capital. Elles servent à nous faire croire que, en tant qu'individu, chacun à quelque chose à défendre dans ce système, que chacun "peut y trouver son bonheur".

Le capital pour se maintenir doit nous diviser, en nous embrigadant, en nous enchaînant à lui, en conciliant l'inconciliable: les classes sociales.

Les élections renforcent notre exploitation, elles nous attachent comme citoyen/individu/participant/membre de la société et en tant que tel nous fait croire que "nous pouvons améliorer notre sort en votant" pour des lois "meilleures", une commune plus propre, des lieux de travail "plus humains", etc... Les élections nous font quitter le terrain de la lutte en nous faisant participer au "changement des anomalies, imperfections du système,.."pacifiquement par le biais des urnes.

Le but évident est de ne pas changer le capital dans son fondement, dans son essence c'est-à-dire ne pas toucher à l'exploitation mais de tenter de le réformer/le perfectionner/l'expurger de ses mauvais côtés, gommer ses défauts (ce qui est tout à fait illusoire).

Comme individus nous ne sommes rien ! Organisés en classe nous sommes dangereux pour l'ordre capitaliste. C'est pour cette raison que la bourgeoisie toutes fractions confondues organise tout les 4 ans sont système de représentativité.

Pour les élections sociales le principe est le même mais au sein de l'entreprise usine, bureau, etc...

Si les élections sociales n'étaient que l'organisation de "grands concours du plus beau panneau syndical, du plus beau mur d'entreprise, de la voiture la mieux décorée sur le thème des élections" etc... avec comme récompense (oh, grande victoire ouvrière !) de "magnifiques attachés-cases au nom du SETca, etc..." (sic! FGBT) on pourrait simplement se marrer et les regarder faire les clowns dans leurs arènes électorales. Mais l'enjeu de ces élections c'est beaucoup plus que cela; c'est développer le contenu pratique de la contre-révolution; c'est développer la division; c'est développer notre soumission à nos ennemis; c'est nous faire participer à la gestion de la boîte dans laquelle nous passons les 2/3 de notre vie.

Pour la FGTB: "1887-1987, cent ans au service des travailleurs"; pour nous: cent ans de cassage systématique des luttes, cent ans (et bien plus) de sabotage, cent ans de services rendus au capitalisme.

Avant, pendant et après ces élections, tous les cafards syndicalistes (bonzes et base unis) grouillaient de partout: journaux, brochures, émissions radio et TV, etc... et personne n'était oublié (jeunes, femmes, immigrés, cadres,...) pour essayer de nous bourrer le mou de leur baratin infâme, pour nous racoler à la défense de leurs institutions, pour essayer de nous faire croire que voter pour eux c'est ça la lutte de classe.

Les syndicats sont des gestionnaires d'entreprises

et donc du capital.

Les syndicats gèrent l'entreprise, en tant que "partenaires sociaux" leur rôle consiste essentiellement à trouver un compromis entre nos intérêts, nos exigences (bosser le moins possible pour le plus de fric possible) et les besoins des patrons (nous exploiter toujours plus); ils ~~tentent de faire croire~~ ~~à ceux de nos ennemis de classe, et en, etc~~

sûr, en ayant clairement démontré dans leur pratique que leur camp est celui de la défense du capital. Derrière leur langage "marxisant" ("pour la lutte de classe" qui se résume à la réforme de l'entreprise) ils tentent de faire tourner les usines, les bureaux, les écoles,... en évitant le plus possible les explosions de lutte.

Les syndicats sont des organes de l'Etat capitaliste car ils garantissent la paix sociale (dans beaucoup d'entreprises celle-ci est signée pour plusieurs années). Les élections sociales ont un poids sur nous car elles nous enchaînent comme membres citoyens aux besoins de l'entreprise (usines, bureaux,...):

1) parce que chaque individu vote pour "son" délégué et si "tu participes, tu es donc d'accord"... après il t'es d'autant plus difficile de réagir contre la dégradation de ta vie car tu as (en votant) donné ton consentement sur comment les délégués vont gérer l'entreprise. Les élections sociales sont donc un moyen de pression sur toi pour t'empêcher de remettre en question les pratiques syndicales.

2) si tu remets en question, si tu n'es pas d'accord ils te diront que "tu auras l'occasion de changer de délégué aux prochaines élections". Ainsi, les syndicats te baladent d'élections en élections pour surtout t'empêcher de t'organiser réellement. Les syndicats s'occupent de toi, agissent et parlent pour toi (plutôt contre toi).

Ils ont évidemment intérêt à ce que tu crois (et eux aussi le croient) que "la FGTB est la seule à lutter contre l'austérité, pour la lutte de classe,..."; que "la CSC a toujours été du côté des ouvriers"; que "seule l'union à la base" des syndicalistes gauchistes est le "vrai combat contre le capitalisme";... C'est en "citoyens responsables" qu'ils veulent tous nous faire participer à la gestion de leurs entreprises par le biais de leur Conseil d'Entreprise et leur Comité de Sécurité et d'Hygiène dans lesquels "nous avons notre mot à dire", où "nous pouvons exiger des informations et contrôler les comptes et la gestion" de nos bagnes, où "nous pouvons exiger des chiottes propres, plus de sécurité, des plantes vertes, des chaises ergonomiques,..."

Les "partenaires sociaux" veulent que nous nous occupions avec eux d'améliorer le fonctionnement de l'entreprise, de l'administration, en bref des lieux de travail parce que:

1) cela leur permet d'intensifier le travail. Ainsi, on a pu voir certaines entreprises pilotes

organiser des boîtes à suggestions, des équipes de foot, des courts de tennis, des piscines,... essayant de faire de chaque employé un membre de la grande famille; la famille entreprise.

2) le lieu de travail ne s'en porte que mieux puisque si nous ne sommes pas content par exemple de la sécurité dans l'usine nous risquons de réagir.

3) pendant que nous nous occupons de changer des détails (des chiottes supplémentaires,...) nous ne nous occupons de lutter.

En bref, les élections essaient de nous faire oublier ce qu'est la véritable lutte de classe et nous cantonner sur le terrain de "l'amélioration de nos conditions de travail", le plus pacifiquement possible; nous fourvoyer sur le terrain de la réforme de leurs entreprises qui crèvent les unes après les autres, nous faire accepter les baisses de salaire, nous faire accepter notre sort de travailleur salarié et les laisser "s'occuper de nous" comme ils l'entendent.

La paix sociale est une nécessité indispensable pour le capital, car les entreprises doivent continuer à se faire du fric sur notre dos. Les syndicats ont besoin de notre participation pour maintenir cette paix sociale, les élections sociales doivent les y aider, notre participation doit leur permettre de continuer leur rôle de tampon social.

Ainsi, les syndicats sont prêts à tout pour gagner ces élections; on a pu voir les différentes centrales syndicales créer/organiser des "conflits" dans ce but, notamment ils ont organisés des grèves tournantes ici et là (24h aux ACEC, 24h à Cokerill,...) afin de se recrédibiliser aux yeux de tous les prolétaires qui allaient voter secteur par secteur, et essayer de prouver "qu'ils luttent contre l'austérité",...

Les syndicats ont réussi à utiliser certaines grèves les vidant de tout contenu de classe et les transformant en "grèves de propagande", par exemple: Cuivre et Zinc.

Cuivre et Zinc: un fleuron d'une magouille syndicale.

Il s'agit là d'une belle réussite en matière contre-révolutionnaire, directement liée à la question des élections sociales.

Le syndicat (ici la FGTB) n'a pas hésité, quelques mois avant les dites élections, à déclencher et entretenir cette grève pendant plus de 5 mois notamment en payant des indemnités de grève un plus élevées qu'à l'habitude.

Quelles étaient les bases de déclenchement de

cette grève ? Deux délégués syndicaux se sont fait "injustement" licenciés pour faute grave. L'occasion (comme par hasard !!) était rêvée pour lever le drapeau "des droits et libertés syndicales". Pendant que le syndicat mobilisait pour ces raisons, courraient dans les couloirs de l'usine des bruits de licenciements massifs; ce qu'il faut savoir, c'est que un an auparavant les ouvriers avaient acceptés qu'une partie d'entre eux se retrouvent au chômage, de nouveaux licenciements auraient été difficiles à faire avaler comme cela. Ainsi, le syndicat dira jusqu'au bout que "l'usine est rentable, il suffit que les patrons le veuillent, ce qu'il importe en ce moment, c'est la réintégration des deux délégués et la défense des libertés syndicales".

Les ouvriers de Cuivre et Zinc étaient partagés car ils ressentaient effectivement une magouille en-dessous de tout cela, mais ils ne la voyaient venir que du côté des patrons ils n'ont pas remis en question celle organisée par le syndicat. Ils ont participé à leur propre arnaque. Pendant qu'ils allaient témoigner au Tribunal du Travail puis au Tribunal Civil ("comme des voleurs" diront-ils) pour prouver que les deux délégués étaient de bons ouvriers et pour la défense des "acquis syndicaux", s'organisaient les licenciements massifs, s'organisait dans leur dos leur propre baisse de salaire; pendant ce temps les patrons allaient en profiter pour déposer le bilan de l'entreprise (faillite pour insuffisance de bénéfices).

Les ouvriers se sont préoccupés d'une lutte qui n'était pas la leur; résultat: ils se sont fait avoir jusqu'à l'os !!

Pendant que le syndicat canalisait les choses sur le terrain des droits bourgeois, les ouvriers se faisaient tous virés.

Après quelques mois de tergiversations les tribunaux tranchaient dans le sens du "licenciement abusif" et l'obligation de réintégrer les deux délégués. Le syndicat criait "à la victoire ouvrière", les ouvriers pouvaient retourner au boulot, la contre-révolution avait fait son oeuvre. Mais l'usine restait fermée et les ouvriers pouvaient frapper aux portes pour rentrer, il était trop tard.

Le syndicat n'en restera pas là dans son rôle anti-prolétarien; il va organiser devant l'usine, le pointage des ouvriers, légalisé par huissier "pour prouver la bonne volonté de ceux-ci à retourner au travail" !!

Et si les ouvriers rentraient ou non dans l'usine ce n'était pas pour refuser toute baisse de salaire mais ils avaient déjà été drillés à l'idée que tous n'allaient pas reprendre le boulot et l'acceptaient comme tel !

Certains auraient du (si les patrons n'avaient pas déposé leur bilan) remettre l'usine en marche pendant que les autres allaient se retrouver au chômage technique. De toute façon, les ouvriers acceptaient les baisses de salaire de certains d'entre eux, de même qu'ils ont accepté pendant tout le temps de la grève que les employés continuent à venir dans l'usine "pour régler les affaires courantes" (autrement dit organiser leurs licenciements futurs) et cela sur ordre du syndicat !!; résultat: les patrons ont été plus loin, ils ont viré tous les ouvriers parce qu'ils se laissaient marcher dessus, avec la promesse d'en réengager 400 sur les 800 (c'était en fait ce que l'entreprise avait besoin pour relancer sa productivité).

Et les syndicats de pleurer sur le sort des ouvriers. La CSC en disant que la faute en revient à la FGTB "qui coince les patrons en organisant des grèves irréflechies", la FGTB rétorquant que "si la CSC avait fait front cela aurait permis de gagner la grève", et de gueuler parce que leurs "partenaires sociaux" ne les ont pas consultés, parce que, comme à l'habitude, les syndicats n'ont pu négocier notre misère, parce que "les patrons de Cuivre et Zinc n'ont pas réfléchi à toutes les possibilités de trouver les millions nécessaires pour relancer l'entreprise...", sous-entendu: quand les patrons prouvent leur bonne volonté les syndicats donnent leur accord pour licencier.

Et Gillon (représentant en chef du syndicat) de ressortir blanchit: "ce n'est pas de notre faute, les patrons ne nous ont pas consultés", "c'est parce que les élections sociales approchent que les patrons essaient de nous décrédibiliser" (enfin ! il avoue que cette grève avait des velléités exemplatives pour les élections afin que tous les ouvriers participent aux élections).

Il y a vraiment de quoi se demander si patrons et syndicat ne se sont pas mis d'accord au préalable, les premiers pour les besoins de licenciements, le seconds pour les besoins de propagande à la veille des élections.

La défaite des ouvriers de Cuivre et Zinc est totale, ils se sont fait avoir jusqu'au trognon de part et d'autre mais surtout parce qu'ils ont accepté de rester sur le terrain de la bourgeoisie. Les patrons ont eu ce dont ils avaient besoin, les syndicats ont redoré leur blason et les ouvriers se sont bien fait couillonnés. "Pendant que les ouvriers défendent les libertés syndicales, les patrons en profitent pour licencier, c'est scandaleux !" dira Gillon. Justement! C'est parce qu'ils ont participé à la liberté et la légalité bourgeoise, c'est pendant qu'ils

pendant qu'ils témoignaient dans les tribunaux, pendant qu'un huissier les pointait aux portes de l'usine; ils ne luttèrent pas pour leurs intérêts de classe (c'est-à-dire: refus de toute baisse salaire, tout licenciement, de toute division,... en s'organisant en dehors et contres toutes organisations bourgeoises), pendant qu'ils participaient à la défense des libertés syndicales ils se fourvoyaient sur le terrain de la bourgeoisie, ils donnaient le pire exemple, celui à na jamais suivre !!

Si nous nous sommes attardés assez longement sur l'exemple de Cuivre et Zinc c'est parce qu'il nous paraît suffisamment explicite quant à la capacité des syndicats à nous concoter de "belles" magouilles, et ce parce que nous les laissons faire.

Quand aux résultats des dites élections, il semblerait que dans beaucoup d'entreprises les ouvriers aient voté plus pour des individus que pour des organisations et la caution a été donnée aux délégués dits de base alias principalement le PTB ou "les-rois-du-soutien-critique-à-la-contre-révolution". Il faut dire que cette fraction radicale de la bourgeoisie prend effectivement plus de poids au fur et à mesure que les syndicats perdent leur crédit. Ce qui n'est guère étonnant car à force de rouler les prolétaires ceux-ci finissent toujours par la trouver mauvaise et à essayer de s'organiser en dehors, mais "heureusement" la "base" est là pour reprendre le flambeau du syndicalisme et encadrer tout ça !

Pour l'avenir, nous savons que nous devons nous affronter de plus en plus contre cette fange de la bourgeoisie plus radicale.

C'était "un test de confiance" disiez-vous! Nous n'avons jamais et n'aurons jamais intérêt à faire confiance à nos exploitateurs et leurs valets. Nous n'avons confiance qu'en nous-même! Notre confiance nous ne la plaçons que dans nos luttes, en dehors et contre toutes les organisations et toutes les fractions bourgeoises quels que soient leurs drapeaux. Nous n'avons et n'aurons jamais intérêt à ce que les entreprises du capital tourment rond, elles peuvent crever et tous leurs gestionnaires avec elles. Notre intérêt de classe c'est de toujours nous battre pour travailler moins pour plus de fric, refuser toute baisse de salaire, etc... quelqu'en soient les conséquences pour leurs chères usines, bureaux, mines,... société de classe. Et si les prolétaires jouent encore le jeu des élections c'est parce que le poids social pèse encore lourdement sur eux, aujourd'hui. Nous nous souviendrons de Cuivre et Zinc comme de toutes les saloperies organisées par les syndicats.

LUTTER EN DEHORS ET CONTRE LES SYNDICATS SIGNIFIE AVANT TOUT LUTTER CONTRE TOUTE PRATIQUE SYNDICALE QU'ELLE SOIT DE GAUCHE OU DE DROITE.

A BAS TOUTES LES ELECTIONS !!!



BEYROUTH : Syrie , Israël, FINUL , Gemayel,

Sunnites , Chiites , OLP, etc ... :

TOUS UNIS CONTRE LE PROLETARIAT

Depuis quelques années, Beyrouth est le théâtre de combats impitoyables qui prennent les formes les plus sauvages: voitures piégées, bombes dans les rues grouillantes de monde, tirs par hélicoptères, tirs de roquettes dans des quartiers ouvriers ou des camps de réfugiés, utilisation de la famine, etc... sans oublier les "traditionnels" combats de rues. L'honneur est quotidienne. Pour nous, le résultat et l'objectif de ce carnage est de diviser les prolétaires pour mieux les terroriser, les massacrer.

Nous aurions pu prendre Soweto, la guerre Iran-Irak ou Mexico parmi les nombreux exemples du caractère toujours plus inhumain du capital. Nous avons pris Beyrouth comme exemple pour deux raisons: d'abord pour le foisonnement des luttres inter-bourgeoises à tous les niveaux: entre clans d'une même fraction (ex: Amal contre Hezbollah), entre grandes puissances (ex: Israël-Syrie), enfin les deux blocs Est-Ouest; et ensuite pour la réémergence régulière de la lutte des prolétaires, de la lutte classe contre classe malgré la chape anti-ouvrière de la guerre impérialiste.

Les luttes entre fractions bourgeoises rivales ne visent pas uniquement la résolution des contradictions inter-bourgeoises (le partage du gâteau) mais sont également directement contre la vie et la lutte de notre classe. En effet, il y a nécessité pour la bourgeoisie (toutes fractions confondues) d'encadrer le prolétariat, le diviser, le noyer dans des polarisations multiples et changeantes mais qui toutes ont comme effet de contraindre les prolétaires à s'entretuer, à quitter leur terrain de lutte historique contre l'exploitation capitaliste. La bourgeoisie est donc contrainte d'être de plus en plus oppressive face aux révoltes du prolétariat.

Enfin, que le capital doit, pour survivre,

éliminer des prolétaires en surnombre. Et c'est bien ce qui se passe au Liban actuellement: liquidation systématique de prolétaires excédentaires pour les besoins du capital.

* * *

Qui est de "trop" à Beyrouth ?

Le système capitaliste fonctionne selon certaines contradictions qu'il ne peut changer: exploitation du prolétariat, esclavage salarié, dictature du "bosse ou crève" et besoin vital de maintenir un certain taux de chômage pour deux raisons principales: avoir une armée industrielle de réserve et, par le biais de la concurrence entre prolétaires, faire pression sur les salaires(1).

Au niveau mondial actuellement, plus de la moitié des prolétaires sont excédentaires pour les besoins du capital et la tendance n'est pas à la baisse: partout dans le monde on ne parle que de licenciements, paupérisation, augmentation du chômage, etc...

Mais tous ces chômeurs, inoccupés, recensés ou non, subventionnés (la plupart ne le sont pas), constituent à partir d'un certain seuil, et pour les besoins du capital, une surpopulation. Dès lors, il faut les détruire (2).

1) Pour de plus amples éclaircissements sur ce problème, lire Parti de Classe n°5: "A propos du chômage".

(2) Une précision importante sur cette notion de seuil: les prolétaires ne deviennent pas automatiquement excédentaires pour le capital

En période de crise, le capital ne peut plus se permettre de supporter toutes ces bouches inutiles pour lui. Après les licenciements (appelés "restructurations économiques" par les bourgeois), les exclusions du chômage, les concentrations de prolétaires dans des camps... pourquoi faut-il que la bourgeoisie massacre ces prolétaires sinon parce que pour elle, c'est une question de vie ou de mort.

Les prolétaires excédentaires pour le capital sont donc, de par leur "simple" prétention à survivre, destinés à mourir s'ils ne luttent pas.

Dans un monde où le taux de profit fait la loi, la vie humaine ne vaut rien. La réalité du capital, c'est cette destruction continuelle de prolétaires "en trop". Un des aspects de fonctionnement du capital c'est l'entretien de par le monde de foyers de guerre quasi permanent aux fonctions multiples: essais de matériel de guerre mise à l'épreuve et renforcement de l'encadrement du prolétariat pour l'extention de la guerre, déversoir d'une partie du capital et de marchandises excédentaires.

En résumé: la bourgeoisie est contrainte d'éliminer des forces productives excédentaires pour les besoins du capital mais pour ce faire elle doit entraîner les prolétaires dans des polarisations bourgeoises: pas d'extermination sans division, pas de division qui n'aboutisse à l'extermination!

* * *

Quelles réactions de la classe ouvrière ?

Dans cette zone la crise mondiale du capital

2') dès qu'ils sont exclus du procès de production immédiat (chômeurs, réfugiés, clochards, non recensés, etc...). Nous avons au contraire montré leur fonction nécessaire au bon fonctionnement du mode de production capitaliste. C'est, toujours 1) quand le coût social de ces chômeurs devient plus élevé que les économies qu'ils permettent sur les salaires grâce à l'exacerbation de la concurrence entre ouvriers, que, du point de vue du capital, leur nombre devient trop grand. En bref, c'est quand les chômeurs ne sont plus rentables qu'ils deviennent excédentaires. Et 2), on s'en serait douté !, c'est quand les exclus réclament, s'organisent, luttent, ... en bref, c'est quand le prix de la paix sociale est trop élevé que ces exclus deviennent excédentaires pour le capital. Nous avons depuis longtemps qu'en temps de crise la première cible pour la bourgeoisie, c'est les chômeurs !

se fait durement ressentir au point que même les médias bourgeois le reconnaissent:

"L'indice du coût de la vie au Liban a accusé une hausse de 264% de février 86 à février 87, selon une étude publiée à Beyrouth par la Confédération Générale des Travailleurs du Liban (CGTL, regroupant les principaux syndicats)".

"Le naufrage économique commence à provoquer, sinon la famine, du moins une grave sous-alimentation".

C'est donc bien au développement de la misère que sont confrontés les prolétaires au Liban et contre elle qu'ils se battent.

Nous avons dit plus haut que les prolétaires excédentaires pour le capital doivent être détruits et que cette nécessité est d'autant plus impérieuse quand ils s'organisent et se révoltent contre leurs conditions de vie inhumaines et ceux qui leur imposent. Beyrouth est un foyer traditionnel de réactions ouvrières contre le capital.

Pendant tout l'été '86, de nombreuses manifestations eurent lieu dès la moindre accalmie des combats avec trois grands axes de revendications: 1) l'arrêt des combats, 2) contre la hausse des prix et 3) contre l'austérité. En juillet '86, une grève générale de plusieurs jours eut lieu, ponctuée par une gigantesque manifestation, toutes confessions confondues. Le lendemain et le surlendemain, une bombe explosait dans chaque secteur, Est puis Ouest, faisant sensiblement le même nombre de morts et de blessés. Pendant dix jours, il y eut une intensification inouïe des combats. C'était la seule réponse possible de la bourgeoisie: le massacre.

Les luttes du prolétariat de l'été '86 montrent bien que dès la moindre manifestation de lutte sur son terrain de classe, contre l'exploitation capitaliste, la bourgeoisie réagit avec une intensité qui est monstrueuse, mais qui est la seule possible pour la survie de son système de mort et d'exploitation. La bourgeoisie est contrainte d'être de plus en plus oppressive. Que les polarisations inter-bourgeoises s'estompent ou se renforcent, c'est toujours sous la pression et contre les luttes prolétariennes, derrière lesquelles la bourgeoisie voit clairement, et avec raison, la remise en question de son système, de sa société, de son existence: "l'hydre de la révolution". Elle n'a d'autre moyen alors que de massacrer pour imposer son ordre et pour forcer les prolétaires de s'entre-tuer.

La coïncidence des explosions n'étonnera

personne: il n'y a pas de hasard et l'urgence de casser la lutte et de renforcer la polarisation entre les prolétaires a permis toutes les audaces aux gardiens de l'ordre capitaliste. L'ironie a poussé plus loin dans la presque similitude du nombre de tués et de blessés: une ironie macabre que l'on oubliera pas !

Si après cet épisode, les réactions prolétaires se sont faites de plus en plus rares, c'est que la bourgeoisie a momentanément réussi à maintenir la terreur et la division. Pourtant, quelques jours après l'arrivée des soldats syriens, les écoliers manifestaient contre l'augmentation des frais d'enseignement. Cette réaction nous montre que le prolétariat à Beyrouth n'a pas dit son dernier mot: l'acharnement des différentes fractions de la bourgeoisie prouve bien que c'est lui le véritable danger. Dans le reste du Liban, les réactions du prolétariat sont tout aussi difficiles, mais elles existent: manifestations sauvages dans les villes du Sud, réactions des jeunes prolétaires étudiants, grèves, etc...

Nous voyons donc que quand la classe ouvrière défend ses propres intérêts, la bourgeoisie, toutes fractions confondues, réprime dans le sang et la terreur.

* * *

Quelles tactiques de la bourgeoisie ?

Rarement une telle mosaïque d'intérêts particuliers ne s'étaient concentrés en un seul endroit, qu'ils soient religieux, politiques, stratégiques ou autres. On peut dire que le prolétariat est bien encadré !

Il est bien évident que, de notre point de vue, aucune de ces fractions n'est à soutenir, toutes contribuent dans leur pratique quotidienne à enbrigader et à massacrer des prolétaires, qu'elles soient progressistes ou réactionnaires, gauchistes (même radicaux) ou fascistes. (3)

La bourgeoisie prend donc différents aspects: le gouvernement officiel du Liban d'Amine Gemayel; la FINUL (armée de l'ONU); le PCL (Parti "Communiste" du Liban); le PSD (Parti Socialiste Progressiste) de Walid Joublatt (à majorité

druze), les sunnites de l'ALP (Armée de Libération Populaire) de Moustafa Saad; les palestiniens: le Fatah de Yasser Arafat et les huit autres branches dissidentes dont le FPLP de Georges Habache, les chiites: le Parti Amal, nationaliste de Nabih Berri ou les Hezbollah, intégristes pro-iraniens; les Forces Libanaises et les différentes fractions chrétiennes alliées puis ennemies, puis alliées... ; l'armée syrienne, l'armée israélienne; l'ASL (armée et financée par Israël); le Jihad islamique, l'OJR, les FARL... toutes ces fractions et toutes celles qu'on omet, s'ingénient à diviser et à massacrer les prolétaires de Beyrouth et du Liban.

L'hypocrisie et l'horreur atteignent un sommet à Beyrouth par le jeu des alliances entre puissances "adverses" et par l'incessant mouvement de ces forces de destruction. Comme si finalement, l'essentiel n'était pas de préserver l'équilibre de la terreur par l'encadrement politique et idéologique du prolétariat et qui se traduit par la boucherie et la barbarie quotidiennes. Les enjeux immédiats eux-mêmes bougent, évoluent, se déplacent (guerre de secteurs, de camps, de libérations nationales, religieuses, etc...) Les prétextes changent, les combats continuent: c'est cela l'essentiel pour la bourgeoisie !

Les exemples foisonnent: que ce soient les milices chrétiennes qui se déchirent entre elles quand elles ne s'unissent pas contre Amal; les Hezbollah contre Amal à Beyrouth, mais avec eux(4) contre Israël dans le Sud-Liban; les diverses composantes palestiniennes qui relancent sans cesse les hostilités, notamment pour tenter de s'unir sous la bannière d'Arafat tout en gardant une opposition interne indispensable pour polariser les prolétaires de Palestine et cela comme dans n'importe quel Etat-nation.

Pour les enjeux c'est la même chose; un exemple parmi d'autres: l'offensive hivernale de l'OLP (le Fatah d'Arafat) ne servait que des intérêts diplomatiques, clairement expliqués par toute la presse bourgeoise, il s'agissait pour Arafat de recrédibiliser la carte palestinienne, de rester un interlocuteur valable (et peut-être de décrocher une place à une Conférence Internationale sur la paix au Proche-Orient) et non pas d'occuper Beyrouth ou détruire Amal. Dans la pratique, dans les faits, c'est le massacre.

3) Malgré ce que voudrait nous faire croire Walid Joublatt et sa clique d'organisations "progressistes".

4) Et parfois même avec les Palestiniens !

Il n'est pas de l'intérêt de l'Etat capitaliste qu'une fraction présente au Liban arrive à une suprématie totale qui pourrait briser les polarisations inter-bourgeoises; comme il n'est pas de son intérêt que l'Iran ou l'Irak gagne la guerre à court terme puisque cela arrêterait le massacre qui aujourd'hui fonctionne bien et risquerait de permettre un redéveloppement de la lutte de classe.

Si l'on prend le problème du point de vue religieux, on arrive aux mêmes conclusions: indépendamment des différentes religions, confessions, rites,... il s'agit de faire accepter à tous les prolétaires que ces combats sont justes, qu'ils ont raison de massacrer et de se faire massacrer. On ne crachera jamais assez sur la religion, cette force matérielle productrice de soumission... au capital.

Encore une fois, le tragique dispute le ridicule dans l'épisode du camp assiégé de Bourjel-Barajneh. Les Palestiniens affamés demandent à un Imam chiite la permission de manger des cadavres humains, celui-là même qui est le chef spirituel des miliciens d'Amal qui les affament. L'Imam a donné son consentement. Ce serait drôle si ça n'était atroce !

Nous haïssons cette société qui fabrique des esclaves implorant à leurs bourreaux le "droit" de dévorer les cadavres de leurs frères, de leurs mères, de leurs enfants. Nous ne haïssons pas les esclaves mais les bourreaux, les Imams, l'OLP, les politiciens, les stratèges et autres militaires...

Nous haïssons tous les curés du monde, les vendeurs de soumission, les anéantisateurs de révolte; nous haïssons tous les idéologues, les vendeurs de meilleurs moyens pour arriver à la paix... sociale, tout comme les vendeurs de mort sous couvert de guerre sainte.

* * *

Quelles conclusions ?

Ce qui se passe au Liban ne nous laisse pas indifférents. A l'atomisation quotidienne du prolétaire qui se lève chaque jour pour aller bosser ou pointer, correspond la boucherie quotidienne des guerres, toutes anti-ouvrières. Ce sont les deux pôles de la réalité de l'exploitation du prolétariat par la bourgeoisie. A Beyrouth actuellement c'est le deuxième pôle qui prévaut: division et massacre de prolétaires en attendant un hypothétique "reprise économique" c'est-à-dire en attendant que Beyrouth redevienne un des pôles de concentration de capitaux les

plus importants du Proche-Orient.

La tendance à une reprise en main des prolétaires se renforce encore par la recrédibilisation des syndicats (CGIL) qui appellent même à une grève générale sur tout le territoire national, pour des revendications salariales. Même si cet appel exprime aussi une pression des prolétaires du Liban, que l'Etat s'efforce de pré-encadrer. L'Etat libanais, grâce aux deux gendarmes syriens et israéliens, reprend du poil de la bête !

Nous soutenons toute parcelle de lutte des prolétaires au Liban et celle de l'été dernier n'était pas des moindres. Le prolétariat ne se renforcera que s'il continue à s'unir, à lutter contre l'ensemble de l'austérité, de la guerre, de ses conditions de vie de plus en plus affreuses; contre les religions, les syndicats et les soit-disant confessions et nationalités différentes (Druzes, Palestiniens, Chiites, etc...).

Toutes les luttes, des grèves aux manifestations expriment la tendance au défaitisme révolutionnaire. Le refus des intérêts de l'économie nationale -qui culmine dans la guerre impérialiste- et la mise en avant de nos intérêts de classe. Le développement de cette tendance c'est la transformation de la guerre impérialiste en guerre révolutionnaire ! Le refus de se sacrifier pour l'Etat à l'usine ou sur le front.

Même si aujourd'hui au Liban c'est la bourgeoisie qui gagne et réussit tant bien que mal à justifier et imposer ses divisions et son massacre de prolétaires, nous savons que son règne n'est pas éternel.

Ce monde est invivable. De partout des fissures apparaissent; les dernières luttes en France, en Espagne, en Grèce, au Mexique, en Bolivie, en Yougoslavie, etc... font partie d'un seul et même combat pour élargir les brèches du vieux monde.

Nous réaffirmons notre haine de ce système. Il ne peut y avoir de haine véritable que la haine de classe. Les tâches des communistes consistent à l'organiser en force de classe, à la diriger, la dynamiser pour renverser cette société où domine la haine de la bourgeoisie pour nos propres besoins, les plus élémentaires.

C'est eux ou nous et la guerre est perpétuelle, n'en déplaise aux pacificateurs.

Organisons la haine de classe !
Vive le communisme !

ACTION COMMUN

— publication en Belgique du Groupe Communiste
**DICTATURE DU PROLETARIAT
 L'ABOLITION DU TRAVAIL**

FERMER SA QUEUE
 C'EST EN PRENDRÉ PLEIN
 LE BOUT DU TUNNEL, C'EST



UNE SEULE REPONSE, CLASSE

N° 12
 AVRIL 1968
 B.P. 54
 BRUXELLES 21



سيرة القائد الشيوعي العالمي
 بدأ الشيوعية في الصين...
 الشيوعية ليست فرضية
 بل واقع...
 الشيوعية هي
 الشيوعية هي
 الشيوعية هي

الشيوعية
 الشيوعية

COMUNISMO

Órgano central en portugués do Grupo Comunista
**Dictadura do proletariado.
 Abolição do trabalho**

Irão, Iraque, Líbano, Argélia
 Contra a guerra imperialista:
 A revolução comunista mundial



DICTADO . 2
 ABRIL 1968
 CORRESPONDÊNCIA: B.P. 54
 BRUXELLES 21

COMUNISMO

Órgano central en castellano del grupo comunista internacionalista
**Dictadura del proletariado para la
 Abolición del trabajo asalariado**

PARA NOSOTROS EL COMUNISMO NO ES NI UN ESTADO
 QUE DEBE SER CREADO, NI UN IDEAL SEGUN EL CUAL
 LA REALIDAD DEBIERA ACOMODARSE, NOSOTROS LLAMA-
 MOS COMUNISMO AL MOVIMIENTO REAL DE ABOLICION
 DEL ORDEN SOCIAL EXISTENTE EN EL MUNDO ENTERO

APARECE 3 VECES AL AÑO
 OCTUBRE - 1968
 ENERO - 1969
 B.P. 54
 BRUXELLES 21
 1000 Rue
 BELGIUM
 50 Pa
 120 Sfr
 100 Plac
 1000 Lit

NOS PUBLICATIONS

BOLETIN

SUPLEMENTO PARA ESPAÑA DE
 GRUPO COMUNISTA INTERN.
**DICTADURA DEL PROLETARIAT
 PARA ABOLIR EL TRABAJO**



CONTRA LA ORGANIZACION
 I ORGANIZACION
 proletaria

N° 3
 MAY 1968
 APARECE 3 VECES AL AÑO
 OCTUBRE - 1968
 ENERO - 1969

COMMUN

central review in english of the international
**Dictatorship of the proletariat
 for the abolition of work**

THE HISTORICAL ARCH THAT HELD
 COMMUNISM TO INEQUAL COMMUN-
 TES THE WHOLE CYCLE FROM MILI-
 TARY MARXISM DOWNS THE PROLET-
 BIRTH TO THE MATERIAL CUNDIES
 FOR THE ESTABLISHMENT OF THE
 HUMAN COMMUNITY. THIS SOULS
 BE THE END OF HISTORY, BUT TO
 OF THE CONSCIOUS HISTORY OF
 SPECIES THROUGH THE ABOLITION
 PRIVATE PROPERTY, LABOUR, ALI-
 TATION, FAMILY, ...

No. 3
 MAY 1968
 B.P. 54
 correspondance: Brussels
 1000 Br.

DICTATURE DU PROLETARIAT POUR L'ABOLITION DU TRAVAIL SALARIE

PARTI DE (

organe de travail de Groupe Communiste

NE CREVONS PAS

POUR L

VIVONS POUR

NOS I

N° 6
 OCT. 65
 correspondance: B.P. 54
 BRUXELLES 21

LE COMMUNISTE

— organe central en français de Groupe Communiste internationaliste —
**DICTATURE DU PROLETARIAT POUR
 L'ABOLITION DU TRAVAIL SALARIE !**

CRONSTADT : TENTATIVE DE RUPTURE
 AVEC L'ETAT CAPITALISTE EN RUSSIE



CONTRASTANT 1921
 TOME 20
 1968
 B.P. 54
 CORRESPONDANCE: BXL 31
 BRUXELLES
 50 F.F.
 7 F.F.
 6 F.F.